

**ALGÉRIE - PALESTINE -  
CORÉE DU NORD**

La coopération économique au centre d'entretiens entre Benmeradi et les ambassadeurs de Palestine et de Corée du Nord

P. 24

**ALGÉRIE - UA  
UA : M. Raouya à Kigali pour la réunion du Comité des 10 ministres des Finances**

P. 24

**ALGÉRIE/GRANDE-BRETAGNE**

Alger et Londres pour la poursuite du renforcement de la coopération dans le secteur de l'Education

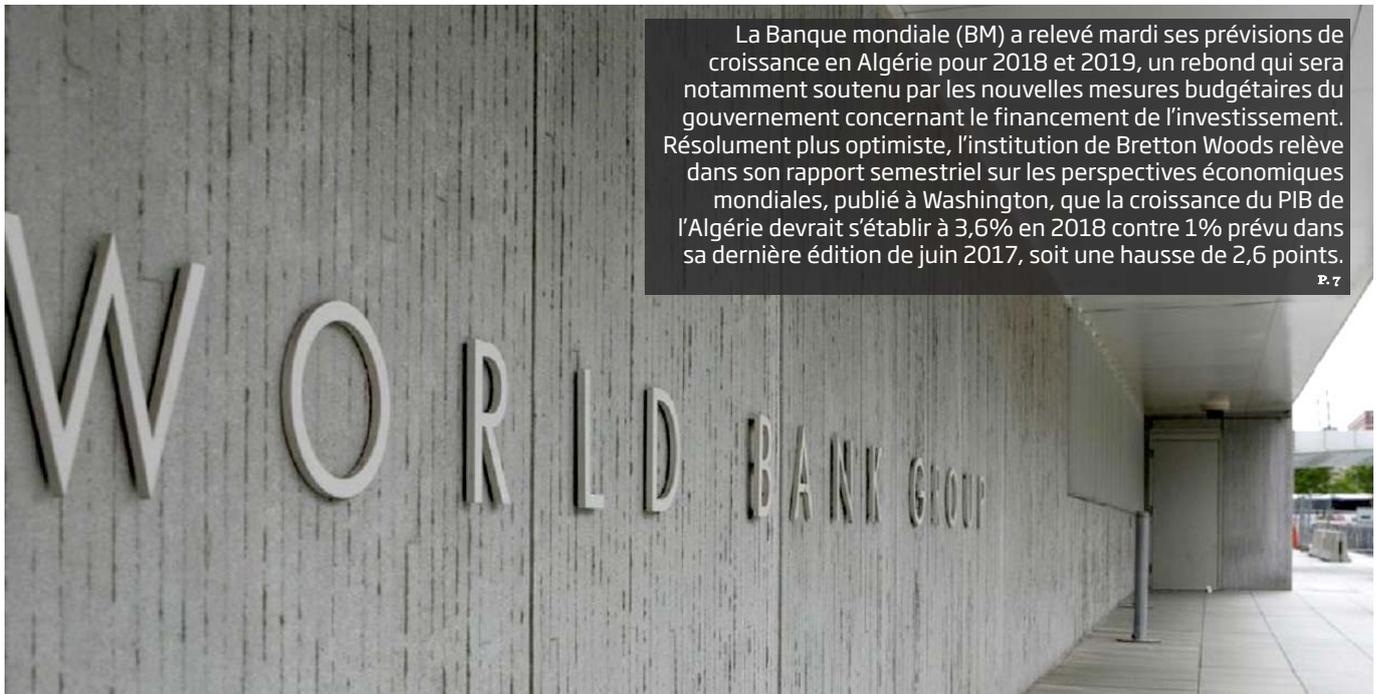
P. 24

**ALGÉRIE - UA - AFRIPOL  
Hamel: Promouvoir la coopération policière pour la réussite du processus de paix et du développement en Afrique**

P. 24

## ALGÉRIE - BANQUE MONDIALE

# La BM optimiste, prévoit un fort rebond de la croissance en 2018



La Banque mondiale (BM) a relevé mardi ses prévisions de croissance en Algérie pour 2018 et 2019, un rebond qui sera notamment soutenu par les nouvelles mesures budgétaires du gouvernement concernant le financement de l'investissement. Résolument plus optimiste, l'institution de Bretton Woods relève dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales, publié à Washington, que la croissance du PIB de l'Algérie devrait s'établir à 3,6% en 2018 contre 1% prévu dans sa dernière édition de juin 2017, soit une hausse de 2,6 points.

P. 7

**APN :  
Le projet de loi relatif au Code de justice militaire devant la Commission des affaires juridiques pour examen**

P. 3

**LE MINISTRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS, MOHAMED MEBARKI L'A INDIQUÉ :  
«Près de 80% des sortants en apprentissage retenus dans les entreprises économiques de leurs stages»**

P. 3

**GOVERNEMENT  
Le ministère de l'Intérieur publie le premier communiqué officiel en langue amazighe**

P. 3

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, NOURIA BENGHABRIT L'A INDIQUÉ :  
« Eventuel recours aux vacataires et retraités pour remplacer les enseignants grévistes »**

P. 5

### SANTÉ

**LES ALIMENTS GRAS influenceraient notre humeur**

P. p 12-13

### ÉCONOMIE

**ENTREPRISES  
Installation prochaine d'une Commission de sauvegarde de la production nationale**

P. 6

### F TBALL

**COUPE D'ALGÉRIE (16<sup>ES</sup> DE FINALE) :  
3 chocs entre pensionnaires de L1, le tenant du trophée sur du velours**

P. 21

### MDN

**LUTTE CONTRE LE CRIMINALITÉ  
2 contrebandiers arrêtés, des denrées alimentaires et divers autres matériels saisis à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam**

P. 3

## DEMAIN À LA SALLE IBN-ZEYDOUN L'enrichissement et la préservation de la mémoire nationale en débat

Sous le patronage du ministère des Moudjahidine et dans le cadre de l'émission hebdomadaire «Rendez-vous avec l'histoire», le musée national du moudjahid, organise demain jeudi 11 janvier à partir de 14h à la salle Ibn-

Zeydoun (Oref), une rencontre intitulée «La participation de chacun dans l'enrichissement et la préservation de la mémoire nationale». La conférence sera présidée par le ministre des Moudjahidine M. Tayeb Zitrouni.



## Horaire des prières

Jeudi 23 Rabi Rabi al-thani 1439

Fajr	06:21
Dohr	12:56
Asr	15:33
Maghreb	17:56
Isha	19:21



## JEUNESSE ET DES SPORTS Ould Ali à Tizi-Ouzou



Le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. El Hadi Ould Ali, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Au cours de cette visite, le ministre donnera le coup d'envoi des festivités du nouvel an berbère «Yennayer».

## RESSOURCES EN EAU Necib les 14 et 15 janvier à Ouargla et El Oued

Dans le cadre du suivi des projets du secteur, le ministre des Ressources en Eau, M. Hocine Necib, effectuera dimanche 14 janvier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Ouargla. Par ailleurs, le ministre se rendra le lendemain dans la wilaya d'El Oued.



## COMMUNICATION Kaouane à Ghardaïa



Le ministre de la Communication, M. Djamel Kaouane, poursuit aujourd'hui, sa visite de travail et d'inspection entamée hier dans la wilaya de Ghardaïa. Le ministre préside à cette occasion les festivités et les activités marquant la célébration du nouvel an berbère «Yennayer».

## SOLIDARITÉ M<sup>me</sup> Ghania Eddalia à Oum El-Bouaghi

A l'occasion de la célébration du nouvel An Amazigh 2968, la ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme M<sup>me</sup> Ghania Eddalia, effectuera aujourd'hui et demain, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oum-Bouaghi. Lors de cette visite, la ministre s'enquerra des conditions de prise en charge résidentielle des catégories sociales vulnérables relevant de son secteur, à l'instar des enfants handicapés (auditifs, visuels, mentaux), rendra une visite au centre des personnes âgées, et procédera à la distribution d'équipements aux personnes aux besoins spécifiques. Lors du deuxième jour de la visite, M<sup>me</sup> Eddalia donnera le signal de départ de la caravane touristique exploratrice de la Montagne Sidi Arghis, et présidera à la commune d'Ain-Fekroun la cérémonie officielle du nouvel An Amazigh 2968 Yennayer.



## DEMAIN À LA SALLE IBN-KHALDOUN Rabah Asma en concert

Le chanteur kabyle, Rabah Asma, animera un concert à l'occasion de la célébration de Yennayer, vendredi 12 décembre à partir de 16h à la salle Ibn-Khaldoun.



## Météo



	Max	Min
Alger	14°	07°
Oran	16°	07°
Annaba	13°	08°
Béjaïa	12°	05°
Tamanrasset	24°	06°

## DEMAIN AU SIÈGE DU PARTI Rencontre des anciens militants du FFS de 1963

Dans le cadre des activités commémoratives du 2<sup>e</sup> anniversaire du décès de Hocine Ait Ahmed, le parti du Front des forces socialistes (FFS), organise demain vendredi 12 janvier à partir de 10h au siège national du parti, une rencontre avec l'ensemble des anciens militants de 1963.

## ORAN Journées d'otologie pratique



L'association d'oto-neurologie Bahia, organise aujourd'hui et demain à l'hôtel Sheraton d'Oran, les Journées d'otologie pratique. Une série de conférences seront animées par des spécialistes et experts du domaine sur plusieurs thèmes dont : «Les pièges en audiométrie subjective», «Les vertiges et la rééducation vestibulaire», «Les allergies et otites», «Les ASSR», «Le colestéatome», etc.

## DEMAIN AU CIC 2<sup>e</sup> Symposium sur l'obésité et la médecine esthétique

Medistol organise son 2<sup>e</sup> Symposium international sur «L'obésité et la médecine esthétique» (SOME 2018), demain vendredi 12 janvier au Centre international des conférences (CIC, Club des Pins, Alger). D'éminentes personnalités scientifiques, renommées dans ces spécialités, animeront cette manifestation à travers des ateliers et des conférences.



## LA LIBRAIRIE CHAÏB DZAIËR Rencontre sur l'histoire et les pratiques culturelles liées à Yennayer



Les éditions ANEP, organisent cet après-midi à partir de 14h30, une rencontre intitulée «Histoire et pratiques culturelles liées à Yennayer» pour célébrer le nouvel an amazigh «Yennayer 2967».

## TÉBESSA Présentations des ouvrages du Dr Zine Bekhouche et El Hadi Meziani

La bibliothèque principale de lecture publique «Annexe El Akla» de la wilaya de Tébessa, organise aujourd'hui, une rencontre consacrée à la présentation des ouvrages «L'enfant des Aurès» du Dr Zine Bekhouche et «Comment apprendre la langue tamazight» de El Hadi Meziani. D'autres manifestations culturelles et artistiques sont prévues tout au long de cette journée.

## BÉJAÏA Cross pour enfants, spectacles et manifestations culturelles



L'APC de Béjaïa, organise les 11 et 12 janvier, des festivités à l'occasion du nouvel an amazigh Yennayer 2968. Au programme : dépôt de gerbe de fleurs à la placette Saïd Mekbel, spectacles animés par des enfants pour les enfants, une manifestation culturelle intitulée «Yennayer j'achète un livre» organisé en partenariat avec

la Centrale du livre amazigh, et la 1<sup>ère</sup> édition du cross pour enfants de Béjaïa.

## EL KSEUR «Yennayer : tradition ancestrale et fierté nationale»

Sous le thème «Yennayer : tradition ancestrale, aujourd'hui fierté nationale», l'Assemblée populaire communale d'El Kseur, organise à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 13 janvier des festivités à l'occasion de la célébration de Yennayer 2968. Au programme : défilé, expositions, conférences, jeux traditionnels, galas artistiques, théâtre, compétition sportives et dîner.

## JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, TAYEB LOUH L'A AFFIRMÉ, MARDI À ALGER

## «Les peines alternatives, une mesure pour la réinsertion sociale des détenus et la réduction de la criminalité»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh a affirmé, mardi à Alger, que l'objectif de l'introduction des peines alternatives dans la politique pénale du pays était la réinsertion sociale des détenus et la limitation de la criminalité.

Répondant aux questions des membres du Conseil de la nation concernant le projet de loi portant organisation pénitentiaire et réinsertion sociale des détenus, M. Louh a précisé que "la réforme de la politique pénale s'articule sur les peines alternatives et non seulement coercitives" et ce, a-t-il dit, avec pour objectif "la réinsertion sociale des détenus et la réduction de la criminalité".

"La coercition et la purge de la peine à l'intérieur des établissements pénitentiaires n'ont pas eu l'effet escompté", a déclaré le ministre, ajoutant que "l'objectif de toute société, qui aspire à édifier un état de droit, est d'avoir le moins de détenus possible et le moins de criminels dans la société", d'autant que "la surveillance électronique a plus d'avantages que d'inconvénients".

Estimant que "toutes les études ont prouvé que le maintien du détenu dans un établissement pénitentiaire coûtent cher par rapport à la purge de la peine en dehors (avec la surveillance électronique), le ministre a indiqué que les frais de prise en charge des détenus dans ces établissements grèvent le Trésor public et que l'alternative du port du bracelet électronique réduira de moitié à un tiers ces charges.

Répondant à une question sur la raison de "fixer trois années pour bénéficier



de la mesure de surveillance électronique", M. Louh a affirmé que ce principe "est admis dans la législation algérienne et utilisé également dans les cas de la liberté provisoire".

Pour ce qui est de laisser au seul juge la faculté d'apprécier qui peut bénéficier du bracelet électronique, le ministre a rappelé que "dans toutes les législations du monde, le juge détient le pouvoir discrétionnaire", ajoutant que "dans les cas du port du bracelet électronique, c'est le juge qui suit les détenus dans les établissements pénitentiaires".

Concernant la proposition du paiement d'une contrepartie pour pouvoir

bénéficier de la surveillance électronique, M. Louh a estimé que cette mesure "n'a pas d'impact négatif" eu égard, a-t-il dit, "au nombre faible de ceux qui peuvent en bénéficier".

Les nouvelles dispositions relatives à la surveillance électronique "seront appliquées progressivement", a fait savoir le ministre.

Par ailleurs, le ministre a déclaré que "plusieurs établissements pénitentiaires à l'intérieur des villes ont été fermés, à l'instar de Serkadji à Alger qui sera transformée en musée", soulignant que la construction d'autres établissements "se poursuit mais pouvait prendre beaucoup de temps à cause de la situation financière du pays".

Concernant le projet de loi organique relatif aux compétences, fonctionnement et organisation du Conseil de l'Etat (CE), les préoccupations des membres du Conseil de la nation ont essentiellement porté sur le degré d'indépendance de ses membres et la raison de limiter les prérogatives de cette institution à la consultation concernant les ordonnances présidentielles et les projets de loi.

Le projet de loi relatif aux compétences du Conseil de l'Etat sera voté mercredi ainsi que le projet de loi portant organisation pénitentiaire et réinsertion sociale des détenus.

LE MINISTRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS, MOHAMED MEBARKI L'A INDIQUÉ :

## «Près de 80% des sortants en apprentissage retenus dans les entreprises économiques de leurs stages»

Le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Mohamed Mebarki a affirmé, mardi à Alger, que près de 80% des sortants en apprentissage étaient retenus dans des entreprises économiques où ils ont effectué leurs stages pratiques.

Intervenant devant la commission des Finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen de la loi portant règlement budgétaire de 2015, le ministre a précisé que près de 80% des sortants en apprentissage sont retenus dans les entreprises économiques où ils ont effectué leurs stages pratiques.

A ce propos, le ministre a affirmé que son secteur accorde une importance particulière à l'apprentissage en tant que meilleur moyen pour faciliter l'intégration dans le monde du travail en vue

d'augmenter progressivement le nombre des inscrits en ce mode de formation.

Mettant l'accent sur l'importance de renforcer et d'élargir la coopération entre le secteur de la formation professionnelle et les entreprises économiques en tant que "partenaire clé", M. Mebarki a ajouté que cette démarche vise à former une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins de l'économie nationale et ce, a-t-il dit, à travers la conclusion de conventions et la création d'un centre d'excellence en coordination avec les entreprises pionnières dans certaines spécialités.

Le ministre a fait savoir, dans ce sens, que le secteur compte ouvrir des spécialités adaptées aux spécificités de chaque région de manière à répondre aux besoins du développement local.

Evoquant la stratégie de la formation



professionnelle, le ministre a fait savoir que son secteur assure chaque année la formation de 700.000 stagiaires dans les différents modes et spécialités.

## APN

## Le projet de loi relatif au Code de justice militaire devant la Commission des affaires juridiques pour examen

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé, lors de sa réunion mardi sous la présidence de M. Saïd Bouhadja, de transmettre le projet de loi relatif au Code de justice militaire à la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés pour examen. "A l'issue de l'adoption du PV de la dernière réunion du bureau de l'APN, ce dernier a transmis le projet de loi amendant et complétant l'ordonnance N 71-28, promulguée le 22 avril 1971, portant Code de justice militaire à la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés pour examen". Le bureau de l'APN a examiné, en outre, le point relatif au "renouvellement partiel des membres du Conseil constitutionnel

et les mesures y afférents dans le cadre d'un projet préliminaire d'un memorandum global qui sera examiné lors de la prochaine réunion". Par ailleurs, le Bureau a examiné 9 questions écrites et 7 autres orales et a décidé de les soumettre au gouvernement, car répondant aux conditions légales, à l'exception d'une seule question". Le Bureau de l'APN a examiné également les fiches techniques relatives aux journées parlementaires prévues dans une journée parlementaire sur le "système sanitaire en Algérie" et une autre sur "le rôle des infrastructures dans le développement de l'économie nationale" avant de clôturer ses travaux par l'examen de "questions à caractère administratif".

## GOUVERNEMENT

## Le ministère de l'Intérieur publie le premier communiqué officiel en langue amazighe

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a publié hier le premier communiqué officiel en langue amazighe, en application des orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a enjoint au Gouvernement lors du dernier Conseil des ministres de "ne ménager aucun effort pour la généralisation de l'enseignement et de l'usage de Tamazight, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution". Le ministère de l'Intérieur est ainsi le premier à mettre en application les orientations du Chef de l'Etat en publiant, à la veille de la célébration de Yennayer (12 janvier), le premier communiqué officiel en tamazight relatif aux inscriptions pour l'accomplissement du Hadj 2018, dans le cadre de la promotion de tamazight après sa constitutionnalisation en 2016 dans le sillage de la révision de la Constitution. Le président de la République avait annoncé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée le 27 décembre 2017, sa décision de consacrer Yennayer journée chômée et payée dès le 12 janvier 2018.

L'Algérie est ainsi le premier Etat en Afrique du Nord à prendre une telle mesure.

Le chef de l'Etat a enjoint au Gouvernement de "ne ménager aucun effort pour la généralisation de l'enseignement et de l'usage de tamazight, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution". Le président de la République a également chargé le Gouvernement d'accélérer la préparation du projet de loi organique portant création d'une Académie algérienne de la langue amazighe.

"Cette mesure comme toutes celles déjà prises au profit de notre identité nationale dans sa triple composante islamique, arabe et amazighe, confortera l'unité et la stabilité nationales alors que des défis multiples internes et régionaux, nous interpellent", a affirmé le Président Bouteflika.

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, avait qualifié la décision du Chef de l'Etat d'"historique", soulignant qu'elle s'inscrivait "dans le cadre d'une vision éclairée visant la consécration des valeurs nationales".

## LUTTE CONTRE LE CRIMINALITÉ 2 contrebandiers arrêtés, des denrées alimentaires et divers autres matériels saisis à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (MDN)

Deux (2) contrebandiers ont été appréhendés et cinq (5) tonnes de denrées alimentaires, ainsi que 2.000 litres de carburant, 500 grammes de TNT et divers autres matériels ont été saisis mardi, dans des opérations distinctes, à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont appréhendé, le 9 janvier 2018, lors d'opérations distinctes menées à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6ème Région militaire, deux (2) contrebandiers et ont saisi un camion, un véhicule tout-terrain, 7 motocyclettes, 5 tonnes de denrées alimentaires, 2.000 litres de carburant, 5 détecteurs de métaux, 4 groupes électrogènes, 4 marteaux piqueurs, ainsi que 500 grammes de TNT et une paire de jumelles", précise le communiqué.

Dans le même contexte, "un détachement de l'ANP a intercepté, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, 6 narcotrafiquants et saisi 100 kilogrammes de kif traité et 5 véhicules touristiques à Oran/2 RM", tandis que des Gardes-frontières ont saisi à Tlemcen/2 RM, "une autre quantité s'élevant à 48 kilogrammes".

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la pêche illicite de corail, "des Gardes-côtes ont arrêté à El-Kala/5 RM, 4 plongeurs sans autorisation et saisi des moyens de plongée sous-marine", alors que "30 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Naâma, Tlemcen, Ain Témouchent, Béchar et In Guezzam", conclut le MDN.

LE MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE, ABDELWAHID TEMMAR L'A AFFIRMÉ

## « La nouvelle stratégie vise la préservation des ressources financières de l'Etat »

La nouvelle stratégie du secteur de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, vise la préservation des ressources financières de l'Etat à travers l'interdiction de la remise des enveloppes budgétaires allouées aux différents projets aux maîtres d'œuvre avant la finalisation et l'approbation de l'étude de réalisation, a affirmé, mardi à Alger, le Premier responsable du secteur, Abdelwahid Temmar.

Intervenant devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de 2015, M. Temmar a mis en avant l'importance de préserver les ressources financières de l'Etat à travers l'interdiction de la remise des enveloppes budgétaires allouées aux différents projets aux maîtres d'œuvre avant la finalisation et l'approbation de l'étude de réalisation, en sus de la réduction du financement intégral par l'Etat de certaines formules de logements.

Soulignant la volonté du secteur de diversifier les formules pour permettre au citoyen de choisir sans lui imposer une quelconque formule, M. Temmar a affirmé, dans ce sens, que "toutes les formules intéressent le ministre, il reste au citoyen de choisir celle qui lui convient le plus".

La nouvelle stratégie initiée par le ministre depuis 2017 repose sur 4 axes: l'habitat, l'urbanisme, la numérisation et la modernisation du secteur et la formation, confiés chacun à un responsable désigné par le ministre, a-t-il expliqué ajoutant que chaque responsable est assisté de directeurs et d'experts chargés du suivi des dossiers, dont des cadres universitaires et des docteurs.

Concernant les projets non lancés, le ministre a précisé devant les membres de la Commission que son secteur a pu lancer, jusqu'à septembre 2017, les travaux de réalisation de 87 000 unités avec affectation des assiettes foncières et la désignation des promoteurs chargés de la réalisation.

S'agissant des opérations d'aménagement inhérentes aux projets AADL, le ministre a indiqué que son secteur avait bénéficié de 55 milliards DA sur un total de 80 milliards DA, ce qui permettra, a-t-il dit, de finaliser les projets qui connaissent un important taux d'avancement.

Il a ajouté que le secteur a recensé 185 000 unités de logements nécessitant des travaux d'aménagement et 189 000 autres, dont le taux d'avancement est de 60%, nécessiteront bientôt des travaux d'amé-



gement. M. Temmar a mis en avant, à ce propos, le rôle du citoyen dans la préservation de l'environnement et des espaces verts aménagés.

Par ailleurs, le ministre a donné des instructions aux responsables concernés afin de répondre dans les plus brefs délais et avec arguments à tous les recours relatifs à la formule location-vente (AADL).

Pour ce qui est de la souscription à la formule Logement promotionnel aidé (LPA), le ministre a indiqué que l'opération se fera au niveau local.

Cette formule focalise sur l'organisation de l'aspect financier afin de préserver les ressources financières à travers le flux des fonds par la Caisse nationale du logement (CNL) pour assurer la poursuite des opérations de réalisation, a précisé le ministre.

### Les promoteurs qui ont obtenu des agréments tenus de fournir un CV

M. Temmar a exigé que les promoteurs immobiliers ayant obtenu un agrément du ministère, et dont le nombre s'élève à 7000, de fournir également un CV et la preuve qu'ils possèdent au moins 30% des moyens nécessaires au lancement d'un projet.

Dans ce cadre, le ministre a évoqué certains dépassements enregistrés, à l'instar de promoteurs ayant obtenus un agrément sans aucune connaissance du domaine et d'autres qui vendent carrément leur agrément.

Concernant les agences privées de promotion immobilière, M. Temmar a indiqué que l'Etat procèdera à l'organisation de cette activité et au contrôle des prix appliquées par ces agences.

Par ailleurs, M. Temmar a annoncé la révision en 2018 de loi sur l'urbanisme avec inclusion de la loi n° 08-15 fixant les règles de conformité des constructions et à la finalisation de la réalisation en tant que règle fixe dans la loi sur l'urbanisme.

### Le LPP accessibles aux salaires supérieurs à 21 millions de centimes

Concernant le logement promotionnel public (LPP), le ministre a fait état du dé plafonnement de l'accès la formule du LPP, précisant que les cadres percevant un salaire mensuel supérieur à 21 millions de centimes peuvent souscrire à cette formule afin de permettre à un grand nombre de cadres d'en bénéficier.

Créée en 2013, la formule LPP concernait les citoyens percevant un salaire oscillant entre 108.000 DA et 216.000 DA.

Le ministre a rappelé, dans ce sens, les instructions données aux directeurs locaux pour la prise en charge des différents programmes, soulignant que l'élargissement des prérogatives des directeurs vise un meilleur suivi des projets.

Concernant les préoccupations soulevées par les citoyens, le ministre a enjoint l'ensemble des responsables du secteur de transmettre "sur le champ" l'information au ministère en vue de traiter les problèmes posés notamment le retard de réalisation.

Pour ce qui est du recrutement, le ministre a affirmé que le secteur a besoin de nouveaux fonctionnaires pour couvrir les postes vacants et les nouveaux, mais la situation financière du pays ne le permet pas pour le moment.

S'agissant des quotas de logements gelés destinés à certains corps de sécurité, le ministre a indiqué que le secteur s'attèle à leur réactivation.

### Les députés soulignent la nécessité du suivi des projets

De leur côté, les députés ont mis en avant, dans leurs interventions axées globalement sur les préoccupations locales, le retard que connaît le lancement de plusieurs projets relevant du secteur au niveau de nombre de wilayas, notamment logement sociale et AADL.

Valorisant la décision de déterminer la

valeur des LPA en fonction des régions, les députés se sont interrogés si ce zonage répondra à une étude technique précise, sachant que la valeur du foncier diffère d'une ville à une autre qui pourraient faire partie de la même zone.

Ils ont estimé nécessaire également de déterminer le montant des tranches de paiement et le quota au niveau de chaque wilaya ainsi que les modalités de souscription.

Les députés ont appelé en outre à la révision de la gestion des dossiers du logement rural, notamment dans certaines wilayas à dominance rurale et à l'équité dans la répartition des quotas de logements.

D'autres députés ont soulevé la problématique de la construction de logements AADL dans des sites éloignés des lieux de travail des souscripteurs.

Ils ont appelé, par ailleurs, au plafonnement des salaires d'accès au logement social de 24.000DA à 36.000DA.

### Le taux de consommation du budget pour l'exercice 2015 autour de 78%

Lors de la présentation du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2015, le ministre a indiqué que le taux de consommation du budget dans le secteur de l'habitat représentait 78,10%, soit l'équivalent de 17,8 milliards DA.

Les dotations allouées, au titre de l'exercice 2015, se chiffrent à 22,8 milliard DA dont 1,2 milliards DA au profit des services centraux et 21,6 pour les services externes (3 directions de wilaya).

L'exercice 2015 a enregistré une hausse notable dans la consommation des soldes financiers à hauteur de 47,10% comparativement à l'exercice 2014.

Le montant global des consommations des opérations d'investissement y compris sur les capitaux pour le budget d'équipements a atteint 640,8 milliards DA.

Les crédits de paiement, prévus en vertu de la loi des finances 2015, au titre des opérations d'investissement se chiffrent à 396,8 milliards DA au profit du programme d'investissement public, outre le solde restant au 31/12/2014 à savoir 55 milliards DA.

Les crédits de paiement consommés jusqu'à fin 2015 s'élèvent à quelque 414 milliards DA.

Les opérations de paiement au titre des opérations de capitaux (Caisse Nationale du Logement) s'élèvent à 40,9 milliards DA, outre le solde restant à fin 2014, soit 481 milliards DA.

Les crédits de paiement consommés à fin 2015 s'élèvent à 226,8 milliard DA.

Au titre de l'année 2015, le secteur a enregistré une quota supplémentaire de 94.639 unités de logement, le lancement des travaux de 292.350 unités et la réception de 328.050 unités au titre des programmes déjà lancés.

AÉROPORT MOHAMED-BOUDIAF DE CONSTANTINE :

## Exercice de simulation d'une tentative d'attentat à la bombe à bord d'un avion

Un exercice de simulation d'une tentative d'attentat à la bombe à bord d'un avion a été organisé mardi après-midi à l'aéroport international Mohamed Boudiaf de Constantine.

La manœuvre, conduite par les membres du groupement des opérations spéciales de la police (GOSP) soutenus par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la protection civile, simulait la présence parmi les voyageurs d'une personne portant une ceinture d'explosifs.

Le kamikaze, selon le scénario mis en place, a été repéré à l'intérieur de l'avion, un Boeing de la compagnie aérienne Tassili, avec à son bord une vingtaine de passagers, ce qui a nécessité un atterrissage en urgence sur la piste de l'aé-



roport de Constantine. Alertées, les unités spéciales du GOSP, une nouvelle section d'élite relevant de la direction générale de la sûreté nationale (DGSN) sont aussitôt intervenues avec un matériel adapté de pointe et ont procédé à l'arrestation du kamikaze et au désamorçage des explosifs.

La prise en charge des passagers a été assurée par la protection civile qui a mobilisé d'importants moyens, dont un hôpital de campagne pour une meilleure maîtrise de la situation, marquée par une panique générale, causant plusieurs blessés parmi les voyageurs.

L'opération de désamorçage et de sécurisation des lieux a duré un peu plus d'une heure. Le GOSP, meneur de la simulation a été récemment créé pour combattre le grand

## LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, NOURIA BENGHABRIT L'A INDIQUÉ : « Eventuel recours aux vacataires et retraités pour remplacer les enseignants grévistes »

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit a indiqué avoir autorisé les directeurs de l'Education à recourir aux vacataires et retraités pour remplacer les enseignants grévistes depuis plusieurs semaines dans certaines wilayas à l'appel du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE).

Dans une déclaration à l'APS en marge de l'enregistrement de "Malhamet Yennayer" (l'épopée de Yennayer) chantée par une chorale d'écouliers à l'auditorium Aïssa Messaoudi, la ministre a précisé que "le plus important est d'assurer aux élèves la continuité des cours dans les wilayas de Tizi Ouzou, Blida et Bejaïa", touchées par ce mouvement, affirmant avoir autorisé les directeurs de l'Education à recourir aux vacataires et



retraités pour assurer la continuité des cours aux élèves et la préparation de ceux des classes d'examens".

Les portes du dialogue avec les syndicats du secteur et les associations des parents d'élèves demeurent "ouvertes", a soutenu Mme.

Benghabrit réitérant l'attachement de son département à assurer continuité des cours aux élèves notamment ceux des classes d'examens".

La ministre a saisi l'occasion pour exhorter les enseignants grévistes à "faire preuve de sagesse et reprendre les cours en privilégiant l'intérêt de l'élève", faisant état d'une rencontre mardi soir avec les membres de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves pour "l'examen de leurs préoccupations concernant la grève des enseignants dans les wilayas mentionnées".

## ÉDUCATION

### Grève du CNAPESTE : le wali de Tizi-Ouzou rappelle la responsabilité morale de chacun envers les scolarisés

Le wali de Tizi-Ouzou Mohammed Bouderbali a rappelé hier la responsabilité morale de tout un chacun vis-à-vis des élèves dont la scolarité est perturbée depuis novembre dernier par une grève illimitée du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (CNAPESTE).

Invité du Forum de la Radio locale, le chef de l'exécutif qui a dit prendre à témoin l'opinion publique quant aux efforts de l'Administration pour régler ce conflit et le refus affiché par le même syndicat à chacune des solutions proposées, a estimé que "l'élève doit constituer le point central de la préoccupation de l'Administration, des enseignants et de la société civile, et nul n'a le droit de les prendre en otage".

Revenant sur le motif de la grève, M. Bouderbali qui s'est déjà exprimé sur ce sujet, a rappelé que celle-ci "n'a pas lieu d'être", ajoutant que le motif qui a conduit le CNAPESTE au déclenchement de cet arrêt de travail, à savoir une présumée agression d'une enseignante par un agent de police dans les locaux de la Direction de l'éducation en présence de deux responsables de cette institution dont



ils demandent le départ, "n'est pas un motif valable".

Le wali a rappelé que "l'Administration a été plus qu'attentive à la doléance des grévistes en ouvrant les portes du dialogue".

"Des réunions ont été tenues, dont deux avec le chef du cabinet du wali, et des solutions proposées mais celles-ci ont essuyé un refus de la part du conseil de wilaya du CNAPESTE", a-t-il encore rappelé.

L'invité du Forum de la radio locale a indiqué que "si les deux cadres, dont le CNAPESTE exige le départ, ont commis une faute de gestion ou une entorse à la déontologie, le ministère de l'Education nationale n'au-

rait pas hésité à mettre fin à leur fonction". M. Bouderbali qui a rendu hommage à tous les enseignants, sans exception, des trois paliers de l'éducation pour les efforts ayant permis à la wilaya de se hisser à la première place du classement national en matière de taux de réussite aux examens de fin d'année, a estimé que "ce n'est pas en persistant dans sa position que le CNAPESTE gagnera à sa cause l'opinion publique car celle-ci sait situer les enjeux et les auteurs de cette situation qui pénalise les élèves et particulièrement ceux des classes d'examen".

Le wali qui a saisi l'occasion pour lancer un "appel à la raison et au discernement pour préserver l'intérêt des élèves", a rassuré qu'"il n'y aura pas d'année blanche".

Au moment de son passage au Forum de la radio, une rencontre regroupant les représentants du CNAPESTE, des parents d'élèves, du wali ainsi que des membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), se tenait au siège de la direction de l'Education en présence du premier responsable de cette institution.

Cette réunion se poursuivait encore en début d'après-midi.

## ARMÉE

### Service national : Environ 250.000 citoyens régularisés durant les trois dernières années (MDN)

Environ 250.000 citoyens ont bénéficié, durant les trois dernières années, des mesures présidentielles relatives à la régularisation de la situation vis-à-vis du service national, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué, précisant que l'opération "se poursuit dans de bonnes conditions".

"Le ministère de la Défense nationale informe que la régularisation de la situation vis-à-vis du service national des citoyens âgés de trente (30) ans et plus au 31 décembre 2014, à savoir ceux nés en 1984 ou antérieurement, décidée par Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, se poursuit dans de bonnes conditions", note la même source.

"A ce titre, et depuis le début de cette opération jusqu'au 31 décembre 2017, le nombre de citoyens ayant bénéficié des mesures présidentielles durant une période de trois (03) ans s'élève à 248.542 citoyens, dont 3.573 résidents à l'étranger", ajoute le MDN, relevant que "dans le cadre de ces mêmes mesures, 776.789 retardataires des classes antérieures à L'Année 2014 ont également été régularisés pendant cette même période".

Par ailleurs, le ministère de la Défense nationale a fait savoir que les centres et les bureaux du service national, à travers tout le territoire national, "continueront de recevoir et prendre en charge, avec toute la diligence requise, les personnes concernées et ce, indépendamment des calendriers de passages fixés antérieurement".

## ORAN :

### Quatre narcotrafiquants condamnés de 8 à 12 ans de prison



Quatre narcotrafiquants ont été condamnés, hier, à des peines allant de 8 à 12 années de prison ferme par le tribunal criminel d'appel d'Oran, dans une affaire de trafic de stupéfiants.

Au box des accusés, 10 inculpés dont deux ressortissants étrangers ont comparu, mercredi, devant le tribunal criminel d'appel d'Oran dans le cadre d'une affaire dans laquelle ils avaient été condamnés, en première instance, à 20 ans de réclusion criminelle pour trafic de drogue.

Selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation du parquet d'Oran, les faits de cette affaire remontent au mois d'avril 2009, lorsque les services de sécurité de Béchar ont été informés sur une opération d'importation du Maroc d'une quantité de kif traité.

Les services de sécurité ont donc mis en place une souricière au lieu dit Oued J'did, au niveau de la bande frontalière. Un accrochage armé avec les narcotrafiquants a permis aux services de sécurité d'arrêter deux individus et de saisir 24 kilos de kif traité. Un troisième trafiquant a, cependant, réussi à fuir et à rejoindre le territoire marocain.

Une enquête a été alors enclenchée par les services de la Gendarmerie nationale, conduisant à l'arrestation de huit autres individus. A l'issue du premier procès, les dix inculpés ont été condamnés à 20 ans de réclusion criminelle.

Un pourvoi en cassation a été alors introduit par les avocats de la défense et l'affaire a été de nouveau jugée, mercredi.

La représentante du ministère public a, dans son réquisitoire, requis la peine maximale, à savoir la réclusion à perpétuité Après délibérations, le tribunal criminel d'appel a condamné quatre narcotrafiquants dont deux ressortissants étrangers à des peines allant de huit à 12 ans de prison ferme. Six autres accusés algériens ont été, quant à eux, acquittés pour absence de preuves.

APS

## SANTÉ

### Marche des médecins résidents à Annaba

Des médecins résidents du centre hospitalo-universitaire d'Annaba ont manifesté mardi à Annaba dans le cadre de la grève nationale engagée depuis plusieurs jours par ces praticiens.

La marche à laquelle se sont joints des médecins spécialistes du CHU d'Annaba s'est dirigée vers la faculté des sciences médicales mitoyenne à l'hôpital Ibn Rochd,

relevant du centre hospitalo-universitaire, sur une distance de près de 200 mètres.

Les manifestants ont scandé des slogans reprenant les revendications relatives au service national et aux conditions d'exercice de leur profession avant de retourner à l'hôpital Ibn Rochd, où ils ont observé un sit-in avant de se disperser dans le calme.

## SONATRACH La 11<sup>e</sup> édition des Journées scientifiques et techniques du 16 au 19 avril à Oran



La 11<sup>ème</sup> édition des Journées scientifiques et techniques (JST11) et la 3<sup>ème</sup> édition de l'Exposition scientifique "ExpoSciences3" seront organisées par Sonatrach du 16 au 19 avril 2018 à Oran, apprenait-on hier auprès du ministère de l'Énergie. Ces deux événements se tiendront sous le thème "Innovation et partenariat dans un contexte mondial de transition énergétique".

Depuis son lancement en 1994, cette manifestation scientifique et technique "se veut un espace de partage et d'échange entre experts et chercheurs universitaires-académiques sur leurs travaux et pour débattre autour de thèmes ayant trait à l'actualité scientifique et technique du monde énergétique", explique la même source. Une exposition est prévue en marge de cet événement dont l'objectif est de consolider les partenariats existants et d'en créer de nouveaux avec les différents acteurs du secteur de l'énergie dont les entreprises, les agences et les institutions. Pour rappel, la précédente édition des JST et d'ExpoSciences avait été organisée en octobre 2015 à Oran sous le thème "La technologie, une réponse aux défis énergétiques d'aujourd'hui et de demain". Plusieurs thèmes avaient été abordés par les participants nationaux et étrangers comme "les stratégies des acteurs dans une industrie énergétique en mutation", "les effets de la baisse des prix du pétrole brut sur l'industrie", "le forage et la technologie de complémentation", ainsi que "les techniques et technologies du transport des hydrocarbures". L'exposition "ExpoSciences2" avait regroupé plus de 35 exposants nationaux et étrangers autour du thème "Innovation et la recherche appliquée au service de l'entreprise". Des opérateurs et sociétés spécialisées en énergies, en assurances, en canalisation, ainsi que des associations spécialisées en matière d'énergie avaient également participé à ce rendez-vous scientifique.

## HONGRIE L'excédent commercial recule à 718 millions d'euros en novembre

L'excédent commercial hongrois a légèrement reculé en novembre à 718 millions d'euros, contre 797 millions un an plus tôt, selon une première estimation du Bureau des statistiques (KSH) publiée mardi. Les exportations, principalement dans le secteur automobile, ont progressé de 6,1% à 9,1 milliards d'euros, et les importations de 7,8% à 8,3 milliards.

Sur les onze premiers mois de l'année, l'excédent baisse de 16,1% à 7,7 milliards.

L'excédent commercial hongrois avait bondi de 15,6% en 2016 pour frôler la barre des 10 milliards d'euros à 9,93 milliards, un record.

## ENTREPRISES Installation prochaine d'une Commission de sauvegarde de la production nationale

Une Commission consultative intersectorielle chargée du suivi du dispositif de sauvegarde de l'outil national de production sera installée le 21 janvier en cours auprès du ministère du Commerce, a indiqué hier à l'APS le Directeur général du commerce extérieur de ce département ministériel, Saïd Djellab.



Cette Commission, qui entre dans le cadre du dispositif de l'encadrement des importations et de la protection de la production nationale, s'ajoute aux mesures d'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC de 30%) pour 10 familles de produits finis, et de relèvement des droits de douanes (60%) pour 32 familles de produits finis ainsi que la suspension provisoire à l'importation de 851 produits.

Dans ce sens, un arrêté interministériel a été élaboré conjointement, en janvier courant, par les ministères respectivement des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des mines et de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche.

Ce nouveau texte réglementaire porte sur l'institution d'un dispositif de gestion et de suivi des mesures de sauvegarde à travers la création d'une Commission consultative intersectorielle chargée du suivi de ces mesures, et sur la mise en place d'un dispositif relatif à la réception et au traitement des demandes de sauvegarde, explique le même responsable.

### Les demandes de sauvegarde formulées par les opérateurs économiques

La Commission consultative est chargée d'examiner les demandes de

sauvegarde et leurs opportunités et de donner son avis concernant ces demandes de sauvegarde faites par les opérateurs économiques après examen des résultats de l'enquête prévue par la réglementation en vigueur.

Il s'agit aussi pour cette Commission de proposer les mesures de sauvegarde appropriées, de donner son avis sur toute question liée aux sauvegardes comme elle peut solliciter toute information ou donnée jugée nécessaire dans le cadre de l'accomplissement de ses missions auprès des institutions et autres entités publiques et/ou privées.

Se réunissant en session ordinaire une (1) fois par mois et en sessions extraordinaires en cas de besoin, cette Commission est présidée par le Directeur général du commerce extérieur et composée de représentants des ministères respectivement des Finances (Direction générale des Douanes et Direction générale des impôts), du Commerce, de l'Industrie et des mines, de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche et d'un représentant de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci).

La Commission peut faire appel à toute personne ou expert en raison de ses compétences pour l'assister dans ses travaux, ajoute M. Djellab.

Quant aux demandes d'application

des mesures de sauvegarde, elles sont formulées par les opérateurs économiques et devront être déposées au niveau du ministère du Commerce.

Préalablement à l'examen des demandes par la Commission consultative intersectorielle, le secrétariat de cette dernière est tenu de la vérification de l'identification du requérant (branche de production nationale), du volume de production du requérant par rapport à la production nationale sur les trois dernières années, de la capacité de production théorique et réelle, du taux de couverture du marché, du nombre d'employés, de l'investissement actuel et en projet, de l'accroissement des importations et de la nature du dommage.

Pour rappel, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, avait indiqué récemment que le gouvernement va mettre en place des mesures de sauvegarde du marché national pour réduire le volume des importations, préserver les réserves de change et permettre à l'entreprise algérienne de se réapproprier le marché local.

Son Plan d'action a évoqué la mise en place de dispositions de sauvegarde destinées à réduire la facture des importations, et ce, avec le concours des organisations des opérateurs économiques.

## EMPLOI Constantine: Plus de 250 projets financés en 2017 dans le cadre des dispositifs de l'Ansej

Au total, 253 projets ont été financés en 2017 dans le cadre des dispositifs gérés par l'antenne locale de l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) de la wilaya de Constantine, a indiqué, hier, la responsable de l'information et de la communication de cet organisme.

A ce propos, Nour Fislis a précisé que le secteur des services occupe la première place avec le financement de 94 projets, suivi de ceux de l'industrie et de l'agriculture qui ont enregistré une nette amélioration avec la réalisation, respectivement, de 76 et 43 projets.

Le secteur de bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) a connu de son côté le financement de 26 opérations, dix (10) pour les métiers libres, et quatre (4)



projets relevant du secteur de l'artisanat et des métiers, ajoute la même responsable.

La même responsable a rappelé la politique suivie par cette antenne visant l'investissement dans les capacités de jeunes universitaires et ceux diplômés des centres de formation professionnelle, en les soutenant et en

les accompagnants dans la création de micro-entreprises. Cette même source a souligné, dans ce même contexte, l'intérêt croissant de la gent féminine pour les privilèges accordés par cette agence, dont le nombre a atteint 36 personnes l'année dernière, soit 14 %, réparties sur divers secteurs d'activité.

Les micro-entreprises réalisées durant cette période ont permis de générer pas moins de 547 postes de travail, a-t-elle indiqué, précisant que "la part du lion" a été enregistrée par le secteur des services qui a permis la création de 211 emplois tandis que 167 ont été enregistrés par celui de l'industrie. Les efforts se poursuivront durant l'année 2018 à travers l'organisation de manifestations d'information et de sensibilisation et des actions de proximité visant à attirer le plus grand nombre de jeunes porteurs de projets créateurs d'emploi, dans le cadre de la concrétisation d'un développement durable et la relance aussi bien de l'économie nationale que locale, a-t-elle ajouté.

## FMI

## Une masse salariale "lourde" dans la fonction publique au Moyen-Orient

Plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et Asie centrale enregistrent une masse salariale "considérable" dans la fonction publique dans un contexte de "redoutables" défis de développement économique, a estimé le Fonds monétaire international (FMI) dans une étude publiée sur son site web.

Selon cette institution financière internationale, la masse salariale de la fonction publique dans les pays de cette région est "considérable" à la fois par rapport à leurs propres recettes et dépenses que par rapport à ce qui est observé dans d'autres pays comparables à travers le monde.

"Ceci peut s'expliquer par l'ampleur de l'emploi public ou par des rémunérations excessivement élevées, ou bien encore par ces deux facteurs à la fois", note le Fonds.

Bien que "disproportionnées", ces lourdes masses salariales "n'ont réussi à améliorer ni la disponibilité ni la qualité des services publics indispensables pour relever les défis de développement économique susmentionnés", ajoute le FMI.

En outre, dans les pays où la rémunération du secteur public dépasse exagérément celle du secteur privé, "le fonctionnement du marché du travail s'en trouve déformé".

Ainsi, selon cette institution, de nombreux pays de la région manquent de ressources budgétaires pour pouvoir relever efficacement les défis de développement économique qui s'imposent à eux alors qu'ils s'efforcent de promouvoir une croissance inclusive, de réduire le chômage chez les jeunes et d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies.

En vue de trouver les moyens de financer les politiques qui permettront d'y faire face, le FMI voit en la réforme des lourdes masses salariales de la fonction publique de ces pays une "solution plausible".

Selon le FMI, les réformes de la masse salariale de la fonction publique peuvent aider les pays à promouvoir la croissance du secteur privé et à y créer des emplois car en dernière analyse, poursuit-il, c'est ce secteur qui permettra de dégager les sources d'emplois les plus durables pour les millions de diplômés qui vont rejoindre le marché du travail.

### La réforme de la masse salariale pour doper le secteur privé

En permettant d'investir davantage dans les infrastructures et dans la protection sociale et en supprimant les distorsions du marché du



travail, les réformes de la masse salariale peuvent doper le secteur privé, fait valoir l'institution de Bretton Woods.

Certes, "les gels des salaires et des embauches peuvent être utiles à court terme, mais ils risquent de réduire la fourniture de services et il est difficile de les pérenniser." En outre, ils ne sauraient se substituer aux réformes structurelles des politiques d'emploi et de rémunération.

Le FMI propose diverses options de réformes, dont celles qui ont trait à l'amélioration de la gestion des masses salariales publiques ainsi qu'à leur gouvernance et transparence.

Par ailleurs, le Fonds relève que plusieurs pays de la région sont aux prises avec des conflits internes, d'énormes afflux de réfugiés et d'une aggravation des risques sécuritaires, ajoutant qu'ils font face à des niveaux d'endettement élevés, du repli des cours du pétrole et d'une baisse des envois de fonds des travailleurs migrants.

Par ailleurs, ces pays doivent notamment redoubler d'efforts pour mobiliser des recettes de manière juste et équitable, note le FMI.

Des réformes en matière de dépenses sont également nécessaires, comme par exemple les réformes des subventions énergétiques destinées à dégager des recettes pour financer les crédits en faveur des populations pauvres, ainsi que cela a déjà été fait dans plusieurs

pays, note-t-il encore. S'inspirant de ses précédentes analyses réalisées à l'échelle mondiale et des nouvelles données régionales, cette institution propose de veiller à ce que les politiques régissant la masse salariale et en les inscrivant dans des plans budgétaires à moyen terme.

Il propose aussi de centrer les politiques de rémunération et d'emploi sur "la fourniture efficace et équitable de services publics de qualité", en procédant à des revues de dépenses sectorielles et en renforçant les mécanismes d'acheminement des services publics.

Comme il prône de renforcer les institutions et les données, y compris en ce qui a trait à la gestion des ressources humaines et au contrôle des primes et des prestations, et en établissant un lien entre la rémunération et les résultats.

En outre, il conseille de veiller au bon enchaînement des réformes et de constituer des synergies avec d'autres politiques.

Pour faciliter la transition, les réformes des masses salariales devraient prévoir dès le début des analyses d'impact social et aller de pair avec des mesures destinées à renforcer la protection sociale, à diversifier l'économie, à consolider la gouvernance et à améliorer le climat des affaires et la création d'emplois, suggère la même source.

## ALGÉRIE/ BANQUE MONDIALE La BM optimiste, prévoit un fort rebond de la croissance en 2018



La Banque mondiale (BM) a relevé mardi ses prévisions de croissance en Algérie pour 2018 et 2019, un rebond qui sera notamment soutenu par les nouvelles mesures budgétaires du gouvernement concernant le financement de l'investissement.

Résolument plus optimiste, l'institution de Bretton Woods relève dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales, publié à Washington, que la croissance du PIB de l'Algérie devrait s'établir à 3,6% en 2018 contre 1% prévu dans sa dernière édition de juin 2017, soit une hausse de 2,6 points.

La BM a également ajusté à la hausse ses prévisions de croissance pour 2017 à 2,2% contre 1,8% prévu initialement ce qui représente un écart de 0,4 point.

Si la croissance devrait se tasser légèrement en 2019 à 2,5%, elle restera cependant en hausse d'un point (1) par rapport à la prévision de 1,5% anticipée en juin dernier, selon les mêmes pronostics.

Les nouvelles dépenses d'investissement et les mesures budgétaires prévues dans la nouvelle loi de finance 2018 devraient porter à la hausse la croissance de l'Algérie à court terme, commente la BM.

"En Algérie, les nouvelles dépenses publiques d'investissement liées au budget 2018 et l'orientation budgétaire plus expansionniste que prévu devraient doper la croissance à court terme", relève la BM dans le chapitre consacré aux perspectives de croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena).

Pour cette année, l'Algérie tiendra une cadence élevée et fera mieux que la majorité des pays de la région Mena, y compris les exportateurs de pétrole, où la croissance va marquer le pas, selon la BM.

La Banque mondiale a en effet abaissé ses prévisions de juin dernier pour trois pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït et Oman), ainsi que pour le Maroc (-0,6 point) et la Tunisie (-0,3 point) en 2018.

Le rapport de la BM note que de nombreux pays exportateurs de pétrole de l'instar de l'Algérie, l'Arabie Saoudite ou la Russie ont entrepris des mesures pour "consolider leur budget et rééquilibrer les recettes et les dépenses" suite à la chute des prix de pétrole.

La BM souligne que ces pays ont poursuivi leurs efforts de diversification économique, citant en cela l'Algérie, les Emirats arabes Unis et le Nigeria qui ont réussi à "améliorer sensiblement" leur climat des affaires dans une démarche visant à doper l'investissement.

Dans le même sillage, la BM note que la réforme des subventions de l'énergie, menée par ces pays pétroliers a été accompagnée en Algérie et en Arabie Saoudite de mesures pour atténuer l'effet de la hausse des prix sur les plus démunis, tout en renforçant les filets de protection sociale.

APS

## ACCORD COMMERCIAL

### Le Mexique et l'Union européenne reprennent les négociations

Le Mexique et l'Union européenne viennent de reprendre leurs discussions à Mexico en vue de moderniser leur accord commercial datant de 2000 et qui devrait avoir un impact sur différents produits.

Après d'importantes avancées ces derniers mois, les deux parties, qui s'étaient fixé l'objectif de conclure les négociations en 2017, avaient convenu en décembre qu'il restait quelques "problèmes à régler".

Débutées lundi, les négociations doivent se poursuivre jusqu'au 17 janvier. Le Mexique était en

2016 le 13e partenaire commercial de l'Union européenne.

Les discussions n'ont entre autres pas suffisamment avancé sur le secteur agricole, en particulier les produits laitiers, très sensible pour les européens, ainsi que sur l'ouverture des marchés publics mexicains, expliquait en décembre une source proche du dossier.

L'UE et le Mexique ont engagé en mai 2016 des pourparlers pour dynamiser leurs échanges commerciaux en modernisant un accord entré en vigueur il y a 18 ans, avec l'objectif de le mettre en conformité

avec le traité signé avec le Canada, le CETA, dont l'UE veut faire un modèle.

Les deux parties avaient annoncé quelques mois plus tard, en février 2017, leur intention d'accélérer leurs discussions, portées par l'élection entre temps du protectionniste Donald Trump à la présidence des Etats-Unis.

Le président américain a rapidement remis en cause l'accord de libre-échange de son pays avec le Mexique et le Canada, l'Alena, que les trois parties ont commencé à renégocier, ce qui a conduit Mexico à diversifier ses débouchés commerciaux.

Cet accord a permis d'instaurer une zone de libre-échange entre les deux parties, avec pour conséquence un accroissement des échanges et des investissements bilatéraux.

Le commerce entre le Mexique et l'Union européenne a ainsi triplé entre 1999 et 2016, selon les autorités mexicaines.

Les exportations mexicaines vers l'UE, qui atteignent 19 milliards de dollars (16 milliards d'euros), restent néanmoins modestes en comparaison des 302 milliards de dollars (255 milliards d'euros) exportés l'an passé vers les Etats-Unis.

## NÂAMA: Ouverture de 11 groupes scolaires pour l'enseignement de tamazight dans trois communes

Onze (11) groupes pour l'enseignement de tamazight, répartis sur huit établissements scolaires, ont été ouverts en début de semaine courante au niveau de trois communes de la wilaya de Nâama, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'éducation. Au début du deuxième trimestre scolaire, la direction de l'éducation de Nâama a ouvert, pour la première fois au niveau de la wilaya, ces groupes pour enseigner tamazight aux élèves de 4ème année primaire à Tiout, Sfis-sifa et Asla, a-t-on indiqué.

Cette initiative intervient en application des instructions du ministère de l'Éducation nationale portant ouverture de tels groupes une fois l'encadrement assuré par des enseignants spécialistes en culture et langue amazighes.

Un accord a été conclu avec des enseignants contractuels spécialistes en culture et langue amazighes pour donner une moyenne de trois heures de cours par semaine dans les établissements scolaires concernés.

La direction de l'éducation de Nâama poursuit ses efforts en mobilisant les moyens pour généraliser l'enseignement de cette langue à travers la wilaya, a-t-on souligné.

## BORDJ BOU-ARRERIDJ: Réactiver le rôle des collectivités locales dans le recouvrement fiscal

Les participants à une journée d'étude, tenue mardi, au siège de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont appelé à réactiver le rôle des collectivités locales dans le recouvrement fiscal.

"Il faut procéder au recensement des biens des communes ainsi que les locaux commerciaux, habitations, crèches d'enfants et parkings susceptibles d'être assujettis à la fiscalité", a indiqué le wali, Salah El Affani.

Il a également relevé que 16 des 34 communes de la wilaya souffraient de déficit budgétaires, relevant la nécessité de faire des efforts pour la création d'une zone d'activités dans chaque commune.

La rencontre, qui a réuni chefs de daïras, présidents d'assemblées populaires communales, secrétaires généraux, trésoriers des communes et responsables de la gestion du foncier communal, a abordé les divers aspects de la fiscalité locale.

Elle s'inscrit, a-t-on souligné, dans le cadre des efforts visant l'amélioration de la gestion des affaires locales et la diversification des ressources financières des communes.

APS

## «Tissemsilt, éblouissez vos sens» un guide touristique pour vanter les potentialités de la région de l'Ouarsenis

"Tissemsilt, éblouissez vos sens" est un guide publié récemment pour mettre en valeur les potentialités touristiques de la région de l'Ouarsenis, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Ce guide, initié par les services de la wilaya, se veut une action concrétisant le programme tracé par le wali Abdelkader Messaoud pour développer et promouvoir le secteur touristique de cette région, réputée pour son parc national des cèdres à Theniet El Hed, sa forêt Ain Antar ainsi que ses sources thermales de Sidi Slimane a-t-on souligné de même source.

L'ouvrage met, également, en relief le grand potentiel dont dispose la wilaya dans le domaine du tourisme historique et religieux, en présentant des monuments historiques remontant à des civilisations lointaines qui se sont succédées sur la région, en plus des monuments religieux tels que la mosquée Bilal Ibn Rabah au chef-lieu de la wilaya.

Le guide présente aussi les sports aquatiques et de montagne que Tissemsilt pourrait abriter dans ses espaces naturelles attrayants à l'instar du barrage Koudiet Errasfa, dans la commune de Beni Chouaib, la région de Bin El Kiffan à Boukaid et la forêt d'El Meddad à Theniet el Hed.

Cette publication met également en valeur le nouvel établissement hôtelier aux standards internationaux dont a bénéficié le parc hôtelier de la wilaya, mais aussi les activités artisanales de la région comme, le textile et la tapisserie entre autres ainsi que les coutumes et traditions de la population Tissemsilti dont la célèbre Fantasia.

Les différents projets de développement et d'investissement publics et privés ayant renforcé les secteurs de l'agriculture, des travaux publics et du transport à Tissemsilt sont également présentés dans cet ouvrage, en particulier la ligne ferroviaire reliant Boughezoul (Médéa) à Tissemsilt.

Un nombre important d'exemplaires de ce guide a été récemment distribué aux différentes administrations et établissements publics à Tissemsilt, mais aussi aux départements ministériels



et aux agences et offices de tourisme et de voyage. Pour le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Abdelqayoum Ledraâ, l'édition de ce guide s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée par les autorités locales pour promouvoir le secteur touristique.

Cette stratégie, a-t-il expliqué, est basée sur la multiplication des actions de promotion visant à faire découvrir les potentialités touristiques de la région par la réalisation de documentaires et autres films promotionnels et la commercialisation du produit touristique à travers les médias, les réseaux sociaux et le portail officiel de la wilaya.

Cet ouvrage traduit également la nouvelle orientation des autorités visant à faire connaître les coutumes, les traditions et les richesses de la région dans le but d'attirer le plus grand nombre possible de touristes nationaux et étrangers, et aussi les investisseurs potentiels pour réaliser de grands projets touristiques et valoriser les espaces naturels de la région.

La direction du tourisme publiera

prochainement un nouveau guide touristique qui mettra en valeur les trésors du tourisme de Tissemsilt ainsi que les activités et les initiatives entreprises par le secteur du tourisme au cours de l'année écoulée.

Dans ce sens, des investisseurs privés dans le secteur se sont déclarés satisfaits des grandes facilités octroyées par les autorités locales pour garantir un accompagnement permanent et accélérer le processus d'octroi des concessions.

A ce propos, Ahmed Abed, propriétaire d'un projet hôtelier de 48 lits Theniet à El Hed, a souligné que les facilités assurées par les autorités locales permettent d'améliorer le climat d'investissement dans la région et d'attirer un grand nombre d'investisseurs désireux de réaliser des projets touristiques.

La wilaya de Tissemsilt compte plus d'une cinquantaine de sites touristiques, dont les forêts comme le parc d'El Madad, des sites archéologiques tels le Fort de l'Emir Abdelkader et la région d'El Ouarsenis, réputée pour ses paysages féériques.

## SOUK AHRAS : Plus de 3.500 demandeurs d'emploi placés en 2017

Au total, 3.526 demandeurs d'emploi de la wilaya de Souk Ahras ont été placés dans le cadre des différents dispositifs relevant de l'antenne locale de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a-t-on appris mardi du directeur de cette structure.

S'exprimant au cours d'une rencontre d'évaluation du bilan des activités de l'ANEM au cours de l'année 2017, Abdelkader Maouzez a indiqué que ce chiffre représente 2.876 demandeurs d'emploi placés dans des sociétés économiques dans le cadre de la formule classique, dont 907 dans le secteur public, 1940 dans le secteur privé et 29 dans des entreprises étrangères.

Le même responsable a précisé que 33 % de ces per-



sonnes embauchées relèvent du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), 24 % du secteur des services, 23 % du secteur de l'industrie et 20 du secteur de l'agriculture. Durant la même période, 332 demandeurs d'em-

ploi ont été placés dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), dont 274 dans le secteur économique et 58 dans le secteur administratif, a indiqué le même responsable ajoutant que dans le cadre de la

formule du contrat de travail aidé (CTA), 318 demandeurs d'emploi ont été recrutés.

Ces placements ont été réalisés grâce aux directives de la direction générale de l'Agence nationale de l'emploi relative à l'amélioration du service public à travers la modernisation des antennes locales de l'agence et la formation continue de l'ensemble de ses employés, ainsi que l'activation du programme des visites sur le terrain des entreprises économiques, a fait savoir le même responsable. Il a également mis en exergue le rôle "important" du nouveau système "El Wassit" qui a été initié par l'ANEM en vue de faciliter l'accès aux offres d'emploi pour les chômeurs.

## Distribution à partir de samedi de 40 000 doses supplémentaires de vaccins antigrippal

Une quantité de 40 000 doses supplémentaires de vaccins antigrippal sera distribuée à partir de samedi au niveau des structures de la santé publique, a affirmé hier à Alger, le directeur général de la prévention au ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Fourar, qui explique qu'il s'agit d'un "appoint" devant permettre de vacciner les populations à risque.

"A partir de samedi, il y aura la distribution de 40 000 doses supplémentaires pour répondre aux besoins des populations à vacciner" contre la grippe saisonnière, a déclaré le responsable sur les ondes de la radio nationale, relevant que cette acquisition constitue "un appoint largement suffisant" pour faire vacciner les sujets qui représenteraient des risques.

Indiquant qu'une quantité de 2,5 millions de doses a été ramenée pour l'année 2017, dont 1 300 000 ont été affectées aux structures de santé, M.

Fourar a noté que 82 % de cette quantité affectée ont été consommés, précisant que des instructions ont été données par la tutelle aux établissements de santé pour "réactiver leur stock de vaccins". Il a ajouté que la campagne de vaccination "est prolongée jusqu'à mars" dans la mesure où l'activité grippale est toujours en cours et que les prévisions du Réseau national de surveillance de la grippe annoncent "un pic" de cette activité grippale de mi-janvier à février. Rappelant que le ministère de la santé a eu toujours un dispositif spécifique en matière de lutte et de prévention contre la grippe saisonnière, M. Fourar a souligné que ce dispositif comprend plusieurs actions, entre autres, "l'organisation d'une campagne de sensibilisation qui a commencé cette année au mois de septembre, une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière entamée le 15 octobre 2017 et qui continue puisque l'activité de la grippe est permanente".

Interrogé sur l'impact qu'aurait la grève des médecins résidents sur l'application des mesures contenues dans



le dispositif de la tutelle, M. Fourar a indiqué que "jusqu'à maintenant, il n'y a aucun problème de prise en charge".

A rappeler que le ministère de la Santé avait indiqué mardi que neuf (09) personnes sont décédées des suites de complications de la grippe saisonnière, précisant que "les neuf personnes décédées étaient soit des femmes enceintes soit majoritairement des personnes souffrant d'une maladie chronique et aucune n'avait été vaccinée contre la grippe saisonnière". Le ministère de la Santé a relevé que depuis le début de l'actuelle saison grippale, il a été enregistré "23 cas de grippe saisonnière de forme compliquée ayant entraîné 9 décès".

Il a rappelé que "le moyen le plus efficace de se protéger de la grippe saisonnière et de ses complications est la vaccination qui est fortement recommandée pour les femmes enceintes, les

personnes âgées de plus de 65 ans et les personnes souffrant d'une maladie chronique quel que soit leur âge". Cette vaccination est d'autant plus importante que le pic saisonnier de la grippe n'est pas encore atteint", averti le ministère de la Santé, assurant que le vaccin contre la grippe "est disponible dans les structures sanitaires de proximité et en pharmacie où il est remboursé par la sécurité sociale". Il a rappelé, en outre, qu'il est "possible de réduire ou de freiner la propagation de la grippe en prenant certaines précautions, telles que se laver souvent les mains au savon liquide, le lavage des mains étant un excellent moyen d'éviter d'être contaminé et de contaminer les autres, utiliser des papiers-mouchoirs et les jeter dans une poubelle immédiatement après s'en être servi ou encore tousser ou éternuer contre le creux du coude et non dans la main".

## TOURISME

### Parc hôtelier à Médéa, le déficit enregistré est appelé à être résorbé d'ici quelques années

Le déficit en infrastructures hôtelières enregistré actuellement au niveau de la wilaya de Médéa est appelé à être résorbé d'ici quelques années à la faveur des nombreux projets d'investisseurs agréés localement, a révélé hier le wali.

Considéré comme un handicap important à la promotion du tourisme, le parc hôtelier bénéficie d'un intérêt particulier des autorités locales qui œuvrent, à cet égard, à encourager l'investissement dans ce créneau et matérialiser l'ensemble des projets qui ont déjà reçu le quitus de la commission de promotion de l'investissement, a indiqué le chef de l'exécutif, Mohamed Bouchemma, lors d'une rencontre avec les investisseurs.

Les orientations ont été données par le wali aux directions directement concernées par ce dossier afin de lever tous les obstacles entravant la

concrétisation de ces projets, les invitant à assurer l'accompagnement et le suivi des projets en question de façon à arriver progressivement à combler ce déficit. Une dizaine de projets d'hôtels, de différentes capacités, localisés essentiellement à Médéa, El-Hamdania, Berrouaghia, El-Omaria et Boughzoul, a été examinée au cours de cette rencontre dans le but d'identifier les problèmes sur lesquels butent certains investisseurs qui n'ont pu encore démarrer leur projet et de dresser avec les concernés un état des lieux et l'aide devant être fournie par les autorités pour accélérer leur réalisation.

Sur ce nombre, un premier hôtel, d'une capacité de 25 chambres et trois suites, implanté au niveau de la commune d'El-Hamdania, viendra renforcer, au début de l'été prochain, l'infrastructure

hôtelière de la région, selon les prévisions annoncées lors de cette rencontre, par l'architecte en chef chargé de ce projet.

La ville de Médéa, qui dispose d'un seul hôtel, de capacité moyenne, abrite deux projets d'hôtel, dont l'un, situé à la périphérie nord de la ville, est au stade des terrassements, alors que le plus important hôtel, composé de 192 chambres et 12 suites, meublera, une fois achevé, l'entrée de l'ancienne capitale du Titteri.

Les travaux de construction de cette infrastructure hôtelière, dont les études techniques sont déjà finalisées, seront lancés au cours du premier trimestre de l'année 2018, d'après l'un des responsables de ce projet.

L'infrastructure hôtelière fait cruellement défaut au niveau de la wilaya de Médéa, au point qu'il est difficile d'or-

ganiser de grands événements ou d'attirer d'éventuels touristes, faute de capacités d'accueil.

En dépit du riche potentiel touristique de la région, celle-ci ne dispose, à ce jour, que de deux seules structures hôtelières, l'un privé, situé à Berrouaghia, à 35 km du chef-lieu de wilaya, et l'autre public, sis au centre-ville de Médéa, totalisent à peine quatre vingt-dix (90) chambres.

Deux autres hôtels publics, en l'occurrence le Mongorno, à Berrouaghia, et Marhaba, à Ksar-el-Boukhari, qui ont fait l'objet de travaux de réhabilitation, sont en quête de concessionnaires, et pourraient, une fois, mis en exploitation, étoffer le parc hôtelier de la wilaya et garantir des ressources non négligeables, aussi bien pour le secteur touristique, que les recettes des communes concernées.

## RELIZANE:

### Un enfant retrouvé mort à Sidi Saâda deux jours après sa disparition

Un enfant, Mehdi Tayeb (13 ans), disparu depuis deux jours au douar "Ouis" dans la commune de Sidi Saâda (30 km à l'ouest de Relizane), a été retrouvé mort mardi, a-t-on appris de la Gendarmerie nationale.

Les services de la Gendarmerie nationale ont déclenché une opération

de ratissage et de recherche de l'enfant disparu suite à l'appel lancé dimanche dernier par sa famille, aboutissant à la découverte de son corps sans vie.

L'enfant a été retrouvé mardi aux environs de 14 heures, pendu par un fil électrique à un arbre dans un champs limitrophes de son domicile familial,

a-t-on indiqué. Les agents de la protection civile ont transporté le corps de l'enfant vers le polyclinique de Yellel pour autopsie par le médecin légiste, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de ce drame.

## TIZI-OUZOU : Commission ministérielle pour récupérer les cours perdus à cause de la grève du CNAPESTE

Une commission pédagogique du ministère de l'Éducation nationale s'est rendue dans la wilaya de Tizi-Ouzou pour élaborer un plan de récupération des cours perdus par les élèves à cause de la grève du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE), a-t-on appris hier du directeur local de l'Éducation.

Cette commission, qui est arrivée lundi dans la capitale du Djurdjura, rencontrera ce mercredi les directeurs des établissements où la scolarité a été perturbée par la grève illimitée du CNAPESTE lancée fin novembre dernier pour réclamer le départ de deux responsables de la direction de l'Éducation suite à l'agression présumée d'une enseignante par un agent de police dans les locaux de la même direction, en présence de ces deux responsables, selon ce syndicat, et qui a fait perdre aux élèves 24 jours de cours, a indiqué à l'APS Ahmed Laalaoui.

"Un travail d'évaluation des cours perdus a été fait quelques jours auparavant par une autre commission", a indiqué le même responsable, qui a estimé que la situation est "encore maîtrisable et la récupération des cours perdus demeure possible par la mise en place d'un programme de rattrapage qui se fera avec ou sans les enseignants du CNAPESTE, dans le cas où ces derniers persisteraient dans leur position de poursuivre la grève".

M.Laalaoui a rappelé que sa direction qui "n'a jamais fermé les portes du dialogue", rencontrera mercredi des représentants du CNAPESTE, des parents d'élèves, du wali et des membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), dans "l'espoir de trouver une solution qui ira dans le sens de la reprise des cours".

Avant cette rencontre, d'autres ont déjà eu lieu initiées par la DE qui a proposé d'abord aux CNAPESTE une mutation interne d'un des fonctionnaires contesté par ce syndicat, en lui changeant de service où il n'aura pas de relation avec les enseignants, alors que le cas du second est pris en charte du moment qu'il prendra sa retraite en février prochain.

Cette proposition qui a fait naître l'espoir d'une reprise des cours chez les parents d'élèves et les scolarisés et qui a été même acceptée par certains syndicalistes qui n'étaient toutefois pas majoritaires au sein du conseil de wilaya du CNAPESTE, a été rejetée par la majorité des délégués syndicaux lors du conseil de wilaya du CNAPESTE de lundi dernier. Une autre proposition de mise sur pied d'une commission d'enquête mixte ou le CNAPESTE sera représenté, formulée lundi soir par la direction de l'Éducation, a été également refusée par les grévistes.

## Une centaine de migrants portés disparus en Méditerranée

Entre 90 et 100 migrants sont portés disparus en Méditerranée après le naufrage de leur embarcation de fortune au large de la Libye, a indiqué mardi soir la marine libyenne.

L'embarcation, un canot pneumatique, transportait plus d'une centaine de personnes, mais seules 17 d'entre elles, dont des femmes, ont pu être secourues, a déclaré le général Ayoub Kacem, porte-parole de la marine. Les survivants sont restés plusieurs heures accrochés à des bouts de canot jusqu'à l'arrivée des secours.

Le naufrage a eu lieu au large de la ville d'al-Khoms, à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale libyenne, a précisé M. Kacem. La marine libyenne a ajouté avoir secouru 267 autres migrants de diverses nationalités africaines qui étaient à bord de deux embarcations en détresse au large de la ville de Zawiya, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli. Des femmes ainsi que 17 enfants figurent parmi migrants secourus, a précisé M. Kacem, déplorant le manque de moyens et le mauvais temps qui ont compliqué, selon lui, les opérations de secours.

## Hausse des cas de choléra à Kinshasa suite aux inondations

Les inondations ont provoqué une augmentation des cas de choléra à Kinshasa, a déclaré mardi l'ONG Médecins sans frontière (MSF).

"Les semaines antérieures on enregistrait autour de 20 cas par semaine en moyenne. A l'heure actuelle, nous sommes à plus de 100 cas chaque semaine", a déclaré lors d'un point-presse le coordinateur pool urgence de MSF, Jean Liyolongo.

Cette hausse a commencé à partir de la "semaine 52 et de la semaine 1", soit la dernière semaine de décembre et la première semaine de janvier, précise-t-il.

Les inondations ont été provoquées par des pluies torrentielles dans la nuit du 3 au 4 janvier, avec une réplique dimanche 7 janvier au matin, faisant 48 morts, selon le dernier bilan en date.

"Les inondations ont provoqué une montée des latrines. Les réseaux de canalisation des eaux ne sont pas au point dans certains quartiers. La gestion des déchets, n'en parlons pas. Et, surtout, la ville est traversée par des rivières et des cours d'eau", a détaillé M. Liyolongo. Depuis novembre sur Kinshasa, MSF a enregistré au total près de 450 cas de choléra et 25 décès. L'épidémie de choléra frappe 23 des 26 provinces de la RDC depuis 2017 avec "près de 50.000 cas, et autour de 1.000 décès", selon M. Liyolongo.

APS

ETATS-UNIS:

## Trump appelle au compromis sur l'immigration mais se montre intraitable sur le mur

Donald Trump a appelé mardi les élus à trouver un compromis sur l'immigration et la régularisation de milliers de clandestins arrivés enfants aux Etats-Unis mais est resté inflexible sur le mur à la frontière du Mexique.

"Cela devrait être une loi d'amour", a lancé M. Trump à l'occasion d'une réunion à la Maison Blanche avec des élus des chambres et des deux partis à laquelle les journalistes ont pu exceptionnellement assister pendant près d'une heure.

"Je pense que cela peut être fait très rapidement", a-t-il encore dit, regrettant le degré "d'animosité et de haine" entre démocrates et républicains qui selon lui empoisonne la vie politique américaine depuis longtemps.

M. Trump a abrogé en septembre le programme Daca, qui a permis à 690.000 jeunes sans-papiers de travailler et d'étudier en toute légalité, en donnant jusqu'à mars au Congrès pour trouver une solution pour cette population.

Réclamant "une solution permanente" pour ceux qui sont connus sous le nom de "Dreamers" (Rêveurs), il a aussi martelé que "la sécurité aux frontières" était l'une des composantes incontournables de tout texte de loi sur le sujet.

Le président américain exige de longue date le vote de crédits pour ériger le mur, promesse emblématique de sa campagne. "Nous avons besoin



d'un mur", a-t-il martelé, au cours d'un long échange avec les élus des deux bords. Jugeant qu'il n'était pas nécessaire qu'il s'étende sur toute la frontière en raison des obstacles naturels (rivières, montagnes) existant, il n'a donné aucune estimation sur la longueur qu'il envisageait. M. Trump a aussi une nouvelle fois réclaté la fin de ce qu'il appelle "l'immigration en chaîne" (rapprochement familial) et la suppression

de la loterie annuelle de cartes vertes.

"J'aimerais ajouter le mot +mérite+ à toute loi qui serait présentée. Je peux vous dire que c'est ce que veulent les Américains", a-t-il lancé.

Lors d'un débat animé, M. Trump a suggéré un accord en deux temps: loi sur les jeunes de Daca et la sécurité aux frontières puis réforme plus large du système d'immigration dans son ensemble.

## Le nouveau bilan s'élève à au moins huit morts dans des coulées de boue en Californie

Au moins huit personnes ont été tuées dans des coulées de boue qui ont emporté des maisons et coupé un important axe autoroutier dans le sud de la Californie, qui subit les assauts d'une forte tempête, ont rapporté plusieurs médias mardi.

Les pompiers du comté de Santa Barbara (SBCFD) ont indiqué que les corps avaient été retrouvés dans la boue et des débris lors d'une opération de secours à Montecito, au nord-ouest de Los Angeles, ont indiqué les médias. Le SBCFD a tweeté qu'il utilisait des chiens pour chercher de possibles victimes à un endroit où se trouvaient plusieurs maisons



avant que de fortes pluies ne s'abattent et provoquent des glissements de terrain.

Il a également posté sur son compte Twitter plusieurs photos montrant des quartiers envahis par la boue - parfois à hauteur de taille

en épaisseur-, des maisons arrachées de leurs fondations et des routes rendues impraticables par la boue ou des arbres à terre. L'autoroute 101, qui longe la côte Pacifique, était notamment inaccessible sur une cin-

quantaine de kilomètres.

"Les pompiers ont sauvé une fille de 14 ans qui a été coincée pendant plusieurs heures dans une maison détruite de Montecito", ont-ils ajouté. Le comté de Ventura a reçu la plus grosse quantité de pluie avec 13 centimètres cumulés, d'après les services météorologiques de Los Angeles.

La plupart des zones affectées par ces coulées de boue ont été dévastées en décembre par l'incendie "Thomas", le plus destructeur en surface brûlée de l'histoire de la Californie. Il n'y a désormais plus de végétation pour absorber l'eau et retenir les sols.

## Un nouveau tunnel ferroviaire entre l'Ukraine et l'UE ouvrira en mai

Le tunnel ferroviaire de Beskyd, reliant l'Ukraine aux pays de l'Union européenne, sera mis en service cette année, a rapporté mardi l'agence de presse étatique ukrainienne Ukrinform. "La circulation des trains dans ce tunnel à double voies débutera le 25 mai de cette année", a rapporté l'agence, citant la compagnie publique des chemins de fer ukrainienne comme source.

Ce tunnel, actuellement en construction dans les montagnes des Carpates dans l'ouest de l'Ukraine, offrira une nouvelle voie de transport entre la ville

de Lviv dans l'ouest de l'Ukraine et les frontières hongroise et slovaque.

Une fois complétée, cette structure de 1.822 mètres de long devrait remplacer le vieux tunnel monovoie, améliorant la capacité de circulation et de commerce transfrontalier de l'Ukraine. Le coût total de ce tunnel a été estimé par le gouvernement à environ 120 millions de dollars. Ce projet de construction est financé conjointement par la Banque européenne de reconstruction et de développement, la Banque européenne d'investissement et la Compa-

gnie des chemins de fer d'Ukraine. Ce tunnel est une section du cinquième couloir de transport paneuropéen, qui traverse les territoires de l'Italie, de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Hongrie, de la Slovaquie et de l'Ukraine.

Plus tôt, le vice-Premier ministre ukrainien, Gennady Zubko, a déclaré que le tunnel de Beskyd avait le potentiel pour devenir un maillon important de la Nouvelle route de la soie, renforçant ainsi le commerce et la coopération entre l'Asie et l'Europe.

## La Côte d'Ivoire veut investir 4,5 milliards d'euros dans le tourisme



La Côte d'Ivoire veut investir 3.000 milliards de francs CFA (4,5 milliards d'euros) dans le tourisme via un fonds souverain, a annoncé mardi le ministre ivoirien du tourisme, Siandou Fofana.

"L'objectif avec ce fonds souverain de 3.000 milliards de francs CFA c'est d'être la 5e destination africaine (...) et de devenir le 3e pôle d'activité du pays", a indiqué M. Fofana.

Aujourd'hui, le tourisme ne pèse que 5,5% du PIB (36 milliards de PIB) soit 300 milliards de francs CFA (450 millions d'euros) avec 120.000 emplois directs pour une population de 24 millions d'habitants. Le ministre espère doubler la valeur absolue du secteur d'ici à 2020.

Le pays, qui a longtemps été déserté par les investisseurs et les touristes en raison de la crise politico-militaire s'est stabilisé depuis 2011 et est redevenu un leader régional avec une croissance importante et des indicateurs économiques au vert. Toutefois, le pays souffre d'une faible

capacité hôtelière pour le tourisme d'affaires ainsi que le tourisme de loisirs ou balnéaire.

La Côte d'Ivoire ambitionne de construire de nombreux hôtels sur la côte et à l'intérieur du pays, plusieurs parcs animaliers, aquatiques et d'attractions, une marina à Abidjan. Elle veut mettre en place une filière de "villas Ivoire, relais paillotes" sur le modèle des maisons d'hôtes en Europe.

Parmi les plans à court terme, un plan de 200 milliards de francs CFA (300 millions d'euros) pour la capitale politique, Yamoussoukro, avec la rénovation de l'hôtel Président, la construction d'un hippodrome ou d'un centre de pêche de loisirs.

En 2016, 2 millions de touristes ont visité le pays: 500.000 locaux et 1,5 million d'étrangers, essentiellement en provenance des pays de la sous-région et de la France. Pour 38%, il s'agissait d'un tourisme d'affaires qui a contribué pour 50% au chiffre d'affaires du secteur, selon le ministre.

## FRANCE: La vitesse limitée à 80 km/h sur les routes secondaires pour réduire la mortalité



Le gouvernement français a annoncé mardi l'abaissement de 90 km/h à 80 km/h de la vitesse autorisée sur les routes secondaires à double sens pour endiguer la hausse de la mortalité routière. Cette limitation, une des plus basses en Europe, "pourrait sauver de l'ordre d'une vie par jour", a lancé le Premier ministre français, Edouard Philippe, qui a ajouté, en outre, que le permis de conduire sera retenu en cas d'infraction commise avec un téléphone en main.

Impliqué dans un accident mortel sur dix en 2016, le téléphone au volant est "un élément de risque considérable supplémentaire", a-t-il souligné. C'est

à partir du 1er juillet que la vitesse maximale autorisée sur les routes secondaires à double sens sans séparateur central (terre-plein, barrière) sera abaissée à 80 km/h. Environ 400.000 kilomètres de routes sont concernés, rapporte l'AFP.

Au sein des 28 pays de l'UE, seule la Suède affiche une limitation plus stricte, de 70 km/h, la Finlande autorisant 80 km/h hors ville et autoroutes. Ailleurs 90 km/h restent de mise, voire jusqu'à 100 km/h. Un sondage Harris Interactive publié mardi montre que près de six Français sur dix (59%) sont opposés à la nouvelle mesure annoncée par le gouvernement.

## AUSTRALIE: 2017 a été l'une des années les plus chaudes

L'Australie a suffoqué en 2017, sa troisième année la plus chaude jamais recensée, et ce malgré l'absence du courant équatorial chaud du Pacifique El Niño, selon des statistiques officielles publiées hier.

Sept des dix années les plus chaudes vécues par le vaste pays-continent sont survenues après 2005, et seule l'année 2011 s'est révélée plus fraîche que la moyenne, explique le Bureau de la météorologie (BOM) dans son rapport annuel sur le climat.

"Malgré l'absence d'El Niño, qui est normalement associé à nos années les plus chaudes, l'année 2017 est caractérisée par des températures élevées", a déclaré dans un communiqué Karl Braganza, chargé de la surveillance climatologique au BOM.

"Les températures diurnes comme nocturnes ont été plus élevées que la moyenne, en particulier les températures maximales, les deuxièmes plus élevées jamais recensées".

Les Etats de Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland, dans l'est, sont les plus durement touchés, enregistrant en 2017 leur année la plus chaude. Parallèlement, les océans entourant l'Australie ont connu des températures "largement au dessus de la moyenne".

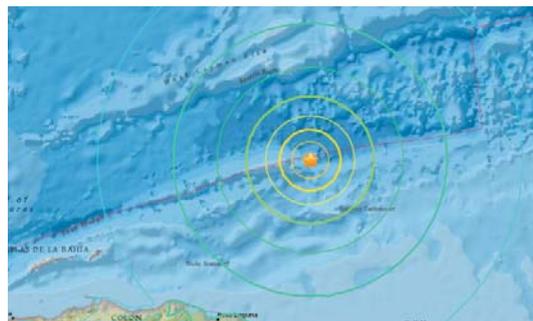
Le réchauffement de la température de l'eau a provoqué de graves épisodes de blanchissement de la Grande barrière de corail, joyau du patrimoine mondial. Il entraîne l'expulsion des algues symbiotiques qui donnent au corail sa couleur et ses nutriments.

Le BOM ajoute que la température annuelle moyenne a augmenté de 1,1 degrés Celsius depuis 1910 en Australie, et que la majeure partie du réchauffement s'est produit après 1950.

Du fait de sa population relativement faible (24 millions d'habitants) eu égard à la taille de son territoire, et de sa très forte dépendance au charbon, l'Australie est un des pires émetteurs per capita de gaz à effet de serre. Le BOM prédit que 2017 figurera parmi les trois années les plus chaudes jamais vécues au niveau mondial, et la plus chaude sans le phénomène El Niño. Ce phénomène météorologique affecte tous les trois à sept ans températures, courants et précipitations.

APS

## Séisme de magnitude 7,6 au large du Honduras



Un séisme de magnitude 7,6 s'est produit mardi soir en mer des Caraïbes au large du Honduras, a annoncé l'institut américain de géophysique USGS, et une alerte au tsunami a été déclenchée. Il n'y avait pas immédiatement d'informations sur des victimes ou des dégâts éventuels. Le séisme a eu lieu à 02h51 GMT mercredi à une faible profondeur, à 44 kms à l'Est des îles Swan, selon l'USGS. "Sur la base des paramètres préliminaires

du séisme, des vagues de tsunami dangereuses sont possibles dans un rayon de 1.000 kilomètres autour de l'épicentre", a indiqué le centre américain d'alerte aux tsunamis.

L'alerte sur une "menace" de vagues de tsunami concerne Cuba, le Mexique, le Honduras, Belize et la Jamaïque. Des "avertissements", terme qui désigne un niveau de risque moins élevé, ont été émis pour Porto Rico et les Iles Vierges.

## BIRMANIE: Deux journalistes de Reuters passibles de 14 ans de prison pour atteinte au "secret d'Etat"



Deux journalistes de l'agence Reuters ont été mis en examen hier pour atteinte au "secret d'Etat" dans une enquête sur la situation dans l'ouest du pays, où l'armée est accusée d'"épuration ethnique" contre les Rohingyas.

"Nous avons demandé leur libération sous caution mais cela a été rejeté par le procureur", a expliqué Khin Maung Zaw, leur avocat, cité par l'agence AFP, après cette décision du tribunal de Rangun qui douche les appels internationaux pour leur libération rapide. Les faits pour lesquels ils sont poursuivis sont passibles de 14 ans de prison.

L'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne, très inquiets des atteintes à la liberté de la presse malgré l'arrivée d'un gouvernement civil dirigé par Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, ont à plusieurs reprises déjà demandé leur libération. Wa Lone, 31 ans, et Kyaw Soe Oo, 27 ans, avaient été arrêtés le

12 décembre juste après un dîner avec des policiers.

Les deux reporters birmanes sont accusés par la police de détenir des documents relatifs aux opérations des forces de sécurité dans l'ouest du pays, en Etat Rakhine.

Plus de 650.000 Rohingyas ont fui cette zone depuis fin août et le début de l'opération de l'armée militaire birmane. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU estime ne "pas pouvoir exclure la possibilité d'actes de génocide" concernant les Rohingyas.

Pour les défenseurs des droits de l'Homme, les poursuites contre les journalistes de Reuters soulignent un retour en arrière en matière de liberté de la presse dans un pays dirigé par l'ex-icône de la démocratie Aung San Suu Kyi.

En 2017, au moins 11 journalistes ont été arrêtés en raison de leur travail.

# LES ALIMENTS GRAS INFLUENCERAIENT NOTRE HUMEUR

La consommation d'aliments riches en graisse peut entraîner des changements dans le comportement et dans l'humeur, selon une étude menée par des chercheurs américains.

Un régime alimentaire trop gras a déjà été largement associé à une prise de poids et à des problèmes cardiovasculaires. Une étude de l'université de Louisiane (États-Unis) montre qu'une alimentation riche en graisses pourrait aussi causer des changements de comportement et des dépressions. Un phénomène lié, selon les chercheurs, à l'effet du gras sur la flore intestinale.

## Une expérience menée sur les souris

Ces travaux, publiés dans la revue *Biological Psychiatry*, ont été menés sur des souris. Des rongeurs adultes non obèses nourris avec un régime alimentaire normal ont reçu une greffe du microbiote (flore intestinale) de souris ayant une alimentation riche en graisses ou normale. Le comportement des souris a ensuite été observé. Celles qui ont reçu la flore de souris soumises au régime très gras ont montré, en plus de signes d'inflammation intestinale, de nombreux troubles du comportement comme de l'anxiété, des troubles de la mémoire et des comportements répétitifs.

## Les aliments gras sont néfastes pour le cerveau

Une alimentation riche en graisse est néfaste pour la santé du cerveau. Les modifications apportées à la flore bactérienne intestinale sont suffisantes pour modifier le fonctionnement du cerveau, même en l'absence



de l'obésité. Des résultats qui confirment de plus anciennes études qui ont démontré, chez l'animal, que certaines

souches bactériennes augmentent les comportements anxieux. Cette étude de Louisiane pourrait déboucher sur une

utilisation potentielle du microbiome intestinal dans le traitement de troubles neuropsychiatriques.

## EN 2030, LA MOITIÉ DE LA POPULATION SERA OBÈSE

Le coût global de l'obésité a atteint 2 billions (millions de milliards) dans le monde. Un chiffre qui devrait exploser d'ici 2030 puisque les experts annoncent qu'alors la moitié de la population sera obèse. Selon un nouveau rapport de l'Institut McKinsey (un institut de recherches qui étudie la croissance des états et de l'économie), si les tendances actuelles se poursuivent et si les États ne suivent pas les recommandations de l'OMS en matière de nutrition, la moitié de la population mondiale sera cliniquement en surpoids ou

obèse à l'horizon 2030. Selon l'Institut, 30% des habitants de la planète sont déjà obèses et 5% d'entre eux en meurent chaque année. Selon ses dernières estimations, le coût global de l'obésité a atteint à ce jour 2 billions de dollars (soit 2000 milliards de dollars), « plus que les coûts combinés de la violence armée, de la guerre et du terrorisme ou autant que le tabac. L'Institut insiste sur le fait que pour inverser la tendance, il ne peut y avoir de solution unique mais plutôt un cocktail de solutions. Il a répertorié 44

opérations « anti-obésité » dans le monde qui pourraient être appliquées dans d'autres pays : « cela va des repas scolaires subventionnés pour tous, à l'étiquetage nutritionnel en passant par les restrictions sur la publicité pour les aliments ou les boissons riches en calories, ou encore les campagnes de santé publique ». Dans son rapport, l'Institut McKinsey insiste aussi sur l'importance de la recherche sur le rôle du microbiome intestinal dans l'obésité ou sur les nutriments qui affectent la satiété.



## DÉPRESSION : LA RHODIOLA COMME TRAITEMENT ALTERNATIF

Connue pour ses vertus antistress, la rhodiola pourrait être un traitement alternatif de la dépression, selon les résultats d'une nouvelle étude.

La rhodiola fait partie des plantes dites adaptogènes : elle aide l'organisme à mieux supporter le stress, en y apportant une réponse adaptée. Efficace en période de surmenage ou de stress, elle pourrait se révéler un bon traitement alternatif de la dépression, selon une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique *Phytotherapy and dirigée par le P° Jun, James Mao, de l'école de médecine de l'Université de*

Pennsylvanie. Des études antérieures ont suggéré que la rhodiola pouvait améliorer l'humeur en stimulant les récepteurs de neurotransmetteurs comme la dopamine et la sérotonine dans le cerveau (tous deux impliqués dans la régulation de l'humeur). Dans cette nouvelle étude en double aveugle, contrôlée par placebo, les chercheurs ont comparé les effets de la rhodiola sur la forme légère à modérée du trouble dépressif avec ceux de la sertraline (connu sous le nom de Zoloft), un antidépresseur de la famille des inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine,

couramment prescrit en cas de dépression.

« Le but de cette étude était d'évaluer l'innocuité et l'efficacité de la rhodiola pour le traitement de la dépression légère à modérée, afin de découvrir si cette plante pouvait être utilisée comme thérapie alternative » a souligné le médecin.

57 personnes ont participé à cette étude. Chacun avait présenté au moins deux épisodes de dépression, d'humeur dépressive ou de perte d'intérêt pour les activités pendant au moins deux semaines. Ils avaient aussi des symptômes tels qu'une modifi-

cation significative du poids, de la fatigue et des pensées récurrentes de mort.

Pendant 12 semaines, chaque participant a reçu soit un extrait de rhodiola standardisé, soit de la sertraline soit un placebo. Les chercheurs ont mesuré l'évolution de la dépression des participants au cours de cette période et ont constaté une nette amélioration de l'humeur chez les patients sous sertraline et chez les patients sous rhodiola. Toutefois, beaucoup plus de patients sous sertraline (63%) ont signalé des effets secondaires par rapport à ceux sous rhodiola (30%).

## LES EXCÈS DE MALBOUFFE RESTENT GRAVÉS DANS NOTRE ADN



Même nos comportements alimentaires nous suivent à la trace. Nos mauvaises habitudes alimentaires détérioraient sur notre ADN et seraient transmis à la génération suivante. Cette étude parue dans le *Journal of Nutrition* devrait ravaler votre envie de reprendre une part de pizza géante ce soir devant le match de foot. Pizzas, sandwiches, burgers et tout aliment étiqueté malbouffe peut mener à un plus grand risque d'inflammation, de cancers, d'infection et de réactions allergiques. Pire, si cette appétence pour le mauvais gras et le sucre s'approche de l'addiction, vous risquez de la graver sur votre ADN. Et vos enfants pourraient être marqués eux aussi.

L'étude suggère que chaque choix alimentaire perturbe en permanence l'équilibre bactérien de nos intestins et, à force, cela peut affaiblir le système immunitaire. «Nos corps sont une sorte de mini-écosystème et n'importe quoi peut déranger nos bactéries et altérer notre santé profondément», explique Ian Myles du National Institute of Allergy and Infectious Diseases dans le *Maryland*, cité par le magazine américain *Time*.

Concrètement, une alimentation déséquilibrée, qui concerne de plus en plus dans les pays occidentaux, chamboule le système immunitaire et peut favoriser la survenue de maladies auto-immunes, des maladies résultant d'un dysfonctionnement du système immunitaire type diabète de type 1, sclérose en plaques ou encore polyarthrite rhumatoïde.

«A notre grande inquiétude, nos mauvais comportements alimentaires s'impriment à la fois dans notre ADN et notre microbiome intestinal. Ces mauvaises modifications immunitaires sont transmises à notre progéniture pendant leur développements», précise Ian Myles.

# AUTISME

## UN TEST SALIVAIRE POURRAIT BIENTÔT LE DIAGNOSTIQUER

Des chercheurs américains ont trouvé un moyen de diagnostiquer l'autisme en testant la salive. Une nouvelle approche face à cette maladie qui concerne un enfant sur cent.

Grâce à une étude comparative, des chercheurs de l'université de Clarkson et de l'université de l'État de New York à Plattsburgh ont découvert des différences significatives de taux de protéines dans la salive d'enfants atteints d'autisme.

### Un complexe de protéines spécifiques chez les jeunes autistes

Les universitaires ont analysé puis comparé la salive de 6 enfants autistes et de 6 enfants ne présentant pas de trouble du développement, tous âgés de 6 à 16 ans. 9 protéines spécifiques ont été identifiées à des niveaux significativement plus élevés chez les jeunes autistes.

Ces données, présentées dans la revue *Autism Research*, pourraient aider à l'élaboration d'un test capable de détecter ce trouble du développement. D'après les chercheurs, le test permettrait d'intervenir plus rapidement et d'améliorer les résultats fonctionnels chez les personnes atteintes de trouble du spectre autistique.



### Un diagnostic actuellement clinique

À ce jour, aucun test biologique n'existe : le diagnostic de l'autisme est clinique. Il peut être établi à partir de l'âge de 2 ans et

repose sur une série d'arguments recueillis dans des situations variées par différents professionnels. Le test salivaire représenterait un acte simple à réaliser.

Toutefois, l'équipe doit encore confirmer ces conclusions en réalisant des recherches supplémentaires sur un plus large échantillon et en tenant compte des diversités de l'autisme.

## L'OXYTOCINE POURRAIT AIDER LES AUTISTES À MIEUX INTERAGIR AVEC LEUR ENTOURAGE

Egalement appelée hormone de l'amour, l'ocytocine pourrait aider les personnes autistes à mieux comprendre les émotions et les expressions faciales. Un «pschitt» d'ocytocine pourrait aider les personnes autistes à mieux identifier le caractère des personnes qui les entourent à travers les émotions et les expressions faciales. Ce qui leur permettrait de mieux interagir dans diverses situations sociales. Des chercheurs de l'Université de Tokyo ont en effet découvert qu'une dose d'ocytocine, administrée sous forme de spray nasal, stimulait une zone du cerveau qui traite l'émotion et l'empathie.

Des essais avaient déjà été menés auprès d'enfants autistes au cours de leurs thérapies comportementales. L'utilisation de sprays d'ocytocine immédiatement avant la thérapie avaient pour effet d'en accroître les effets bénéfiques. D'autres essais avaient été

menés auprès d'adultes souffrant d'une forme d'autisme de haut niveau (comme le Syndrome d'Asperger), c'est-à-dire une forme d'autisme où la personne est capable d'interaction sociale à des degrés divers et pour lesquelles la coupure avec le monde n'est pas totale. Mais cette fois, les chercheurs japonais ont administré un pschitt d'ocytocine à des autistes de bas niveau, qui s'appuient plus facilement sur les indices non verbaux et les expressions faciales. Un scan du cerveau effectué 90 mn après avoir reçu l'ocytocine, a révélé que l'activité de la zone du cerveau responsable du traitement des émotions avait augmenté considérablement. «Par conséquent, les personnes autistes présentant des déficits dans la communication non verbale et l'interaction pourraient bénéficier de l'administration d'ocytocine», avance le co-auteur de cette étude Hidenori Yamasue.



## NIGERIA Offensive d'envergure de l'armée nigérienne, appuyée par des soldats de pays voisins, contre Boko Haram

Les militaires nigériens appuyés par des soldats de pays voisins ont lancé une offensive d'envergure contre le groupe terroriste Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, a annoncé mardi l'armée nigérienne.

Des soldats du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria visent les chefs terroristes Abubakar Shekau, dans la forêt de Sambisa, et Mamman Nur, dans la région du lac Tchad, dans les deux zones de l'Etat du Borno où le groupe est actif, a précisé l'armée nigérienne.

Selon l'armée, des dizaines d'éléments de Boko Haram ont été tués et des centaines d'autres se sont rendus au cours des derniers jours.

Selon des hauts responsables militaires à Abuja, Nur a été blessé et une de ses femmes tuée dans un bombardement aérien.

Le porte-parole de l'armée nigérienne, le général Sani Usman, a déclaré mardi que l'opération baptisée "Deep Punch 2" avait fait "de remarquables progrès".

Il a ajouté que quatre soldats avaient été tués et neuf blessés lundi dans un attentat à la voiture piégée contre un véhicule militaire près du camp de Shekau.

D'autres responsables militaires et des milices civiles anti-Boko Haram cités par l'AFP ont parlé de dix morts.

Des responsables camerounais de la sécurité ont aussi affirmé que deux soldats camerounais avaient été tués dans la forêt de Sambisa.

"Nous avons perdu deux soldats intégrés dans la Force multinationale mixte lors d'une opération lancée à Sambisa contre Boko Haram.

L'opération a été engagée il y a plusieurs jours. Les deux militaires camerounais ont été tués ces jours-ci lors des combats.

L'armée nigérienne est très engagée dans cette opération, mais aussi d'autres forces comme celle du Cameroun", selon une source sécuritaire dans la région de l'extrême-nord du Cameroun.

Cette information a été confirmée par une autre source.

Boko Haram mène des violences depuis 2009 dans le nord-est du Nigeria, des violences qui ont fait au moins 20.000 morts et plus de 2,6 millions de déplacés.

Le président nigérien Muhammadu Buhari, élu en 2015, avait promis d'en finir avec les terroristes.

Lui-même et de hauts responsables militaires avaient assuré à plusieurs reprises que le groupe affilié à l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daech) avait largement été vaincu, mais Boko Haram poursuit régulièrement ses attentats.

La faction dirigée par Nur a revendiqué vendredi dernier un raid sur une base militaire qui a fait neuf morts fin décembre.

Shekau, plusieurs fois donné pour mort par les autorités, est apparu le 2 janvier dans une nouvelle vidéo, revendiquant une série d'attaques dans la capitale du Borno, Maiduguri, et dans les villes de Gamboru et Damboa frontalières du Cameroun.

## ONU / RD CONGO

# Violences du 31 décembre en RD Congo : l'ONU réclame « des enquêtes »

Le secrétaire général adjoint pour les opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a réclamé mardi à Kinshasa "des enquêtes" sur les auteurs des violences commises lors des marches du 31 décembre en République démocratique du Congo.

L'ONU "demande des enquêtes sur les auteurs des violences", a indiqué Jean-Pierre Lacroix devant le Conseil de sécurité, en affirmant que le travail des Casques bleus a été "entravé" ce jour-là par les forces de sécurité de la République démocratique du Congo.

D'après l'ONU et la nomenclature apostolique, au moins cinq personnes sont mortes lors de la dispersion de marches organisées le 31 décembre.

Selon la presse, les manifestants protestaient contre le maintien au pouvoir du Président Joseph Kabila, alors qu'un accord signé il y a un an prévoyait des élections fin 2017 pour organiser le départ de M. Kabila, dont



le mandat s'est achevé en décembre 2016.

Des élections sont désormais prévues le 23 décembre 2018.

"La situation politique reste extrêmement fragile" et "la situation sécuritaire inquiétante", a souligné Jean-Pierre Lacroix.

"Le dialogue reste la seule voie" pour sortir le pays de la crise, a-t-il ajouté, en appelant à la prudence avant

tout acte pouvant conduire à la violence et en mettant en garde contre tout nouveau retard du calendrier électoral.

Début janvier, le gouvernement avait "félicité les forces de police et de sécurité qui, sur l'ensemble du territoire national, ont respecté le mot d'ordre de rigueur, de fermeté et de conformité au droit international humanitaire dans la gestion" des marches du 31 décembre 2017.

## SAHARA OCCIDENTAL

# La visite de Kohler à Bruxelles constitue « une chance » pour l'UE de « repenser son approche » vis-à-vis du Sahara occidental

Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, a considéré la visite mardi à Bruxelles de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies au Sahara occidental, Horst Kohler, comme "une chance" pour l'UE de "repenser son approche" vis-à-vis du Sahara occidental.

"Je salue la visite aujourd'hui de Horst Kohler.

Cette visite est l'occasion pour l'UE de repenser son approche vis-à-vis du Sahara occidental en jouant un rôle véritablement constructif et en agissant de bonne foi pour soutenir les efforts de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour relancer le processus politique", a-t-il déclaré à l'APS.

L'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU est depuis mardi en visite de travail aux institutions de l'UE à Bruxelles.

Après des entretiens avec la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, sur la relance du processus de paix de l'ONU au Sahara occidental, l'ancien président allemand devait également s'entretenir avec les commissaires européens à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à

la réaction aux crises, Cristos Stylianidis et celui chargé de la politique européenne de voisinage et des négociations de l'élargissement, Johannes Hahn.

Réaffirmant le soutien du Front Polisario aux efforts de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour relancer le processus politique au Sahara occidental, Mohamed Sidati a indiqué avoir fait part à M. Kohler de ses "graves préoccupations concernant les actions de l'UE qui menacent les chances d'un véritable règlement politique" du conflit du Sahara occidental.

Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe a cité, à ce titre, "le refus de l'UE de s'engager de manière constructive avec les deux parties (Maroc et Front Polisario) dans le processus politique de l'ONU".

M. Sidati a regretté également l'attitude de l'UE qui "n'a manifesté aucune réelle volonté politique de revoir son soutien à l'occupation illégale et brutale du Sahara occidental par le Maroc, encore moins d'éviter toute mesure qui menace de saper les chances d'un véritable règlement politique".

Il a rappelé, dans ce contexte, que juste avant l'arrivée de M. Kohler, la

Commission européenne a annoncé l'ouverture prochaine de négociations avec le Maroc sur un nouveau protocole de pêche sans attendre le verdict de la Cour européenne de justice (CJUE) sur la légalité du protocole de pêche actuel.

"Le Polisario considère cela comme un signal clair et délibéré de la Commission et témoigne de l'absence de volonté à soutenir le processus politique mené par l'ONU", a-t-il affirmé, soulignant que "de telles actions ne font que menacer les chances d'une paix durable au Sahara occidental".

Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe a dénoncé, en outre, le non respect de l'UE de la décision de la CJUE rendue en décembre 2016 en ouvrant pour la modification des accords commerciaux avec le Maroc pour inclure le territoire du Sahara occidental, en violation manifeste du droit européen.

"En tant que représentant légitime du peuple sahraoui, le Front Polisario condamne fermement toutes les activités en cours visant à contourner le consentement légal du peuple sahraoui, réaffirmé en vertu du droit de l'UE et de ses droits humains fondamentaux", a-t-il ajouté.

## AFRIQUE DU SUD

# Mise sur pied d'une commission d'enquête sur la corruption par Jacob Zuma

Le président sud-africain Jacob Zuma a annoncé mardi soir la mise en place d'une commission judiciaire d'enquête sur les graves accusations de corruption à la tête de l'Etat dans lesquelles il est régulièrement cité depuis des mois.

"J'ai décidé de nommer une commission d'enquête", a-t-il annoncé dans un communiqué publié par la présidence de la République.

Reclamée par ses adversaires depuis des mois, cette décision intervient un an après la publication d'un rapport officiel impliquant le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2009.

Dans ses conclusions, l'auteur du rapport, l'ex-médiatrice de la République, Thuli Madonsela, réclamait déjà une commission d'enquête. M. Zuma avait jusque-là refusé d'obtempérer et avait demandé l'annulation du rapport devant la justice. Mais le mois dernier, un juge de Pretoria lui a ordonné de créer cette commission dans les 30 jours et même ordonné de payer personnellement les frais engagés par sa plainte.

M. Zuma a fait appel de la forme de cette décision au nom de la "séparation des pouvoirs" mais a finalement décidé de s'y ranger sur le fond.

"J'ai pris conscience que cette affaire préoccupait l'opinion publique depuis quelques temps et méritait mon urgente attention", a-t-il justifié mardi soir.

"Les accusations selon lesquelles le contrôle de l'Etat a été retiré à ses réels propriétaires sont d'une importance capitale et méritent qu'on les vérifie", a poursuivi le chef de l'Etat, "tout retard (dans l'établissement de cette commission) ferait douter le public de la détermination du gouvernement à éradiquer toute forme de corruption".

La direction de la commission a été confiée au vice-président de la Cour constitutionnelle, Raymond Mnyamezeli Mlungisi Zondo.

Jacob Zuma a cédé le mois dernier la présidence du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), qu'il détenait depuis dix

ans, à l'actuel vice-président du pays, Cyril Ramaphosa, qui mènera le parti aux élections générales de 2019.

Dans son discours inaugural, M. Ramaphosa a promis d'éradiquer la corruption, "y compris dans nos propres rangs".

M. Zuma, 75 ans, doit rester président de l'Afrique du Sud jusque-là. Mais l'hypothèse de sa démission anticipée est émise dans les rangs de l'ANC, dont la nouvelle direction doit se réunir pour la première fois mercredi et jeudi.

La justice doit se prononcer prochainement sur la relance d'une enquête sur des pots-de-vin que M. Zuma est accusé d'avoir perçu lors de la signature d'un contrat d'armement dans les années 1990. Il est également sous la menace d'une procédure de destitution par le Parlement, après une décision le mois dernier de la Cour constitutionnelle dans un scandale provoqué par la rénovation de sa résidence privée aux frais du contribuable.

ONU / PALESTINE

## La Suède met en garde Washington contre une réduction de l'aide aux Palestiniens

La Suède, l'un des donateurs pour les Palestiniens, a mis en garde mardi Washington contre une réduction de fonds américains à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), jugeant qu'elle "déstabiliserait" la région et "serait très négative".



Cette préoccupation a été soulevée à New York auprès de l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, et est aussi évoquée à Washington, a précisé à la presse l'ambassadeur suédois auprès des Nations unies, Olof Skoog.

Selon une source diplomatique, l'administration américaine n'a pas versé comme elle aurait dû le faire au 1er janvier 125 millions de dollars à

l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

Les Etats-Unis aident les Palestiniens de manière bilatérale à hauteur de 319 millions de dollars (chiffre datant de 2016) via leur agence de développement USAID.

A cela s'ajoutent 304 millions de dollars d'assistance versés par Washington aux programmes de l'ONU dans les Territoires palestiniens.

Certains de ces fonds relèvent d'une contribution volontaire et non obligatoire.

Après avoir décidé en décembre de considérer El Qods occupée comme capitale d'Israël, provoquant la réprobation de la communauté internationale et la colère des Palestiniens, le président américain Donald Trump a menacé début janvier de couper l'aide financière américaine aux Palesti-

niens "s'ils refusent de discuter avec Washington d'une solution pacifique au conflit".

"Ma préoccupation est que l'on parle de stabilité régionale.

Retirer des fonds pour l'UNRWA serait très négatif en termes humanitaires pour plus de 5 millions de personnes mais aussi déstabiliserait la région", a fait valoir Olof Skoog.

A Washington, un responsable du Département d'Etat "sous couvert de l'anonymat" a démenti lundi une réduction de l'aide financière américaine à l'UNRWA.

"La décision est en cours d'étude", a-t-il dit, assurant qu'aucune échéance n'avait été dépassée concernant les engagements américains.

La Suède est le premier pays européen à avoir reconnu la Palestine comme un Etat, en 2014. Elle fait partie des 10 premiers donateurs à l'UNRWA avec les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Arabie saoudite, l'Allemagne et le Royaume Uni.

CORÉES

## Le président sud-coréen déclare que la dénucléarisation est « la voie vers la paix »

La dénucléarisation de la péninsule coréenne est "la voie vers la paix et notre objectif", a déclaré hier le président sud-coréen Moon Jae-In, au lendemain d'une rencontre exceptionnelle entre représentants des deux Corées.

"Nous devons continuer les efforts pour tenir des Jeux Olympiques de paix", a déclaré M. Moon lors d'une conférence de presse.

"Nous devons résoudre pacifiquement la question nucléaire nord-coréenne", a-t-il dit.

Les discussions entre les deux Corées ont commencé mardi à Panmunjom, dans la Zone démilitarisée (DMZ) qui divise la péninsule, une première depuis 2015, pour l'amélioration des relations intercoréennes mais aussi la participation de la Corée du Nord aux prochains Jeux olympiques en Corée du Sud, qualifiées par les pays de la région de "dialogue encourageant" pour faire tourner la page de crises.

Des responsables des deux Corées officiellement toujours en guerre, se sont réunis dans "la maison de la paix", située dans la zone de sécurité commune pour des pourparlers qui se tiennent dans un village symbolique frontalier où fut signé le cessez-le-feu.

Les relations entre les deux pays, qui



ont atteint un niveau de tension sans précédent, entrent dans une nouvelle ère.

Les délégations menées côté sud-coréen par le ministre de l'Unification Cho Myoung-Gyon et le responsable de la délégation nord-coréenne Ri Son-gwon ont discuté de la participation de la Corée du Nord aux JO de Pyeongchang, présentés par Séoul "Olympiade de la paix", qui commencent le 9 février et de l'avenir des re-

lations bilatérales.

Pour les JO, la partie nord-coréenne a proposé de dépêcher une délégation de haut niveau, Comité national olympique, délégation, athlètes, supporters, artistes, observateurs et journalistes, a expliqué le ministre adjoint sud-coréen Chun Haesung.

Les relations intercoréennes, après quasiment une décennie de détérioration, semblent enfin manifester des signes de détente.

Les deux parties ont échangé des gestes de bonne volonté depuis le jour du Nouvel An, montrant qu'elles sont d'accord sur un point : le dialogue est le seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la péninsule.

Dans son allocution du Nouvel An, le dirigeant de la partie nord, Kim Jong Un, a tendu la main de la paix à Séoul, exprimant sa volonté d'envoyer des participants aux Jeux olympiques d'hiver 2018 de Pyeongchang en Corée du Sud.

Il y a deux ans, leurs délégations de haut niveau avaient déjà participé à des pourparlers à Panmunjom.

Les liens entre les deux parties étaient au plus bas sous le gouvernement du président sud-coréen Lee Myung-bak, ainsi que sous celui de Park Geun-hye.

SUÈDE/  
PALESTINE

## Mise en garde de la Suède à Washington contre toute réduction d'aide aux programmes onusiens dans les territoires palestiniens

La Suède, important donateur pour les Palestiniens, a mis en garde mardi Washington contre une réduction de fonds américains à l'agence de l'ONU chargée de l'aide internationale à leur égard, jugeant qu'elle "déstabiliserait" la région et "serait très négative".

Cette préoccupation a été soulevée à New York auprès de l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, et est aussi évoquée à Washington, a précisé à la presse l'ambassadeur suédois auprès des Nations unies, Olof Skoog.

Selon une source diplomatique citée par l'AFP, l'administration américaine n'a pas versé, comme elle aurait dû le faire au 1er janvier, 125 millions de dollars à l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

Les Etats-Unis aident les Palestiniens de manière bilatérale à hauteur de 319 millions de dollars (chiffre datant de 2016) via leur agence de développement USAID.

A cela s'ajoutent 304 millions de dollars d'assistance versés par Washington aux programmes de l'ONU dans les Territoires palestiniens.

Certains de ces fonds relèvent d'une contribution volontaire et non obligatoire.

Après avoir décidé en décembre de reconnaître El-Qods comme capitale d'Israël, provoquant la réprobation de la communauté internationale et la colère des Palestiniens, le président américain Donald Trump a menacé début janvier de couper l'aide financière américaine à ces derniers s'ils refusent de discuter avec Washington d'une solution pacifique au conflit.

"Ma préoccupation est que l'on parle de stabilité régionale.

Retirer des fonds pour l'UNRWA serait très négatif en termes humanitaires pour plus de 5 millions de personnes mais aussi déstabiliserait la région", a fait valoir Olof Skoog.

Le directeur de Human Rights Watch, Kenneth Roth, a également dénoncé la décision américaine, la qualifiant de "rancunière" et de "tactique d'intimidation".

La Suède est le premier pays européen à avoir reconnu la Palestine comme un Etat, en 2014.

Elle fait partie des 10 premiers donateurs à l'UNRWA avec les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Arabie saoudite, l'Allemagne et le Royaume Uni.

BRÉSIL

## Le prise de fonctions de la nouvelle ministre brésilienne du Travail bloquée par la justice

La prise de fonctions de la nouvelle ministre brésilienne du Travail, Cristiane Brasil, a été bloquée mardi par la justice en raison de révélations d'infractions au droit du travail lors de son recours à des chauffeurs particuliers.

Le gouvernement du président Michel Temer avait présenté un recours pour permettre à la nouvelle ministre de prendre son poste comme prévu, mais une cour d'appel a décidé mardi après-midi de maintenir la décision prise la veille au soir par un juge de Rio de Janeiro.

La cour d'appel a indiqué sur son site avoir "rejeté la demande de suspension (...) de la décision judiciaire qui

empêche la prise de fonction de la députée Cristiane Brasil au poste de ministre du Travail".

D'après le site d'information G1, tous les préparatifs pour la cérémonie de prise de fonctions avaient été maintenus dans l'espoir que la cour d'appel se prononce en faveur du gouvernement.

Des invités avaient même commencé à affluer en début d'après-midi au palais présidentiel de Planalto, mais la cérémonie a finalement été annulée.

Le gouvernement pourrait présenter un nouveau recours, devant la Cour suprême cette fois.

Cristiane Brasil, 44 ans, a été désignée par Michel Temer le 3 juin, mais sa nomination a été aussitôt éclaboussée par une polémique, quand TV Globo, la plus grande chaîne du pays, a révélé qu'elle avait justement été condamnée pour des infractions au droit du travail.

Cette condamnation date de 2016, quand Mme Brasil, alors députée, avait dû indemniser deux chauffeurs qu'elle n'avait jamais embauchés formellement et qui l'accusaient de les faire travailler jusqu'à 15 heures d'affilée.

YENNAYER 2018:

# Des festivités officielles pour célébrer le nouvel an amazigh

Yennayer est célébré pour la première fois en Algérie à travers un programme officiel de festivités pour célébrer le premier jour de l'an amazigh, récemment réhabilité et consacré fête nationale.

Le passage à l'an 2968 du calendrier berbère, correspondant au 12 janvier, se caractérise cette année par des festivités multiples et diversifiées, assignées à un programme officiel élaboré par les ministères de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et le Haut commissariat à l'amazighité (Hca).

Dans cet élan, les établissements culturels ont tracé un programme qui s'étalera sur toute l'année 2018, placée sous le signe de la célébration du patrimoine culturel amazigh dans sa diversité, à travers la tenue de semaines culturelles à travers toutes les régions d'Algérie.

Différentes animations dont des projections de films, des représentations théâtrales et des ateliers d'apprentissage de Tamazight (langue officielle depuis 2016) font partie de ces festivités lancées officiellement le 6 janvier à Ghardaïa.

Dans toute l'Algérie, à l'instar de Béjaïa, Annaba, Boumerdès, Bouira ou encore Tizi Ouzou, ce sont des conférences en rapport avec la langue et la culture amazighes ainsi que des manifestations restituant l'art culinaire

ancestral, entre autres, qui marqueront Yennayer. Saïda a choisi d'accueillir le nouvel an berbère par la tenue d'un salon du livre dédié à la culture amazighe, alors que Alger se joint aux célébrations de Yennayer par des animations artistiques et des expositions de costumes traditionnels, notamment.

Des galas artistiques sont également prévus à l'attention des Algériens établis à l'étranger. De son côté, le ministère de la Jeunesse et des Sports a programmé du 10 au 12 janvier plusieurs festivités à Alger et Tizi-Ouzou, où un défilé de troupes folkloriques est prévu.

Le programme du Hca s'étalera jusqu'au 20 janvier dans d'autres villes encore, comme Oran, Jijel, M'Sila et Touggourt qui à leur tour accueillent Yennayer, une des plus anciennes fêtes populaires en Algérie et dans la région nord-africaine.

## =Rites et traditions populaires=

La double dimension culturelle et historique que revêt Yennayer est mise en valeur dans plusieurs villes d'Algérie

par la célébration de rites populaires, dans la tradition propre à chaque région.

Diversement célébrée, la fête de Yennayer met davantage à l'honneur des traditions culinaires ancestrales, à l'instar de «Amensi n Yennayer», soumis au rite du sacrifice (Asfel) d'un coq qui accompagnera le traditionnel couscous préparé à l'occasion avec une variété de légumes et consommé en famille, comme en Kabylie et dans les Aurès. Chez les Beni Senouss (Tlemcen), Yennayer est fêté dans la convivialité et la solidarité des habitants qui organisent un carnaval, «Ayred» (le lion), en souvenir, selon la légende, de Chechanq, le fondateur d'origine berbère de la XXIIe dynastie des pharaons.

Alliant plusieurs rites et traditions, Ayred, qui dure trois jours, est célébré annuellement avec les habitants déguisés et parodiant dans les rues au rythme des chants champêtres traditionnels.

Dans le Chenoua (Tipasa), Yennayer est accueilli par la préparation de plats traditionnels, notamment le pain préparé avec des herbes sauvages, dans une tradition qui exclut les épices et



les ingrédients acides pour que l'année qui commence soit douce et prospère. Les enfants, eux, ont droit à «trèze», un mélange de bonbons, dattes et de fruits secs, spécialement prévu pour cette fête.

Blida et Médéa, préparent «El Aâm» avec des plats traditionnels à base de viandes, de pâtes, suivis de gâteaux traditionnels comme «rfiss», un mélange de galettes émiettées, de semoule et de dattes.

Les Touareg fêtent Yennayer, appelé «Tafaski» en tamacheq, par des chants et des danses exécutés sur des rythmes tindi, tandis que les habitants du M'zab marquent la fête du nouvel an par «rfiss», un plat du terroir à base de semoule, de sucre, de lait et d'œufs, ou encore une

variante de couscous, appelé également «seksou» dans cette région du petit sud algérien.

Yennayer, qui signifie «premier jour du mois», est le premier jour de l'an du calendrier agraire amazigh qui correspond au 12 janvier du calendrier grégorien. Il est fêté dans toute l'Afrique du Nord, et jusqu'aux îles Canaries où subsistent des survivances de la tradition berbère, ainsi que dans certaines régions du Sahel. L'Algérie est le premier pays d'Afrique du Nord à réhabiliter Yennayer. Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait annoncé lors de la réunion du Conseil des ministres le 27 décembre dernier, sa décision de consacrer Yennayer journée chômée et payée.

TAMANRASSET :

## Promotion de tamazight... valoriser le tamahac séculaire

Le tamahac, une variante de la langue amazighe préservée en tiffinagh depuis des siècles par les Touaregs de l'Ahaggar, demeure en quête de davantage de valorisation et d'approfondissement de recherches linguistiques, estime Hamza Mohamed, enseignant et inspecteur de la langue amazighe dans la wilaya de Tamanrasset.

Contacté par l'APS, Hamza Mohamed a affirmé que «les variantes de la langue amazighe ont été préservées en Algérie, malgré les vicissitudes du temps, et ont échappé au sort qu'ont connu d'autres langues qui se sont éteintes, et ce grâce à une volonté du peuple algérien de rester attaché à son legs culturel et linguistique ancestral».

Evoquant les écrits et graphèmes dans le grand Sahara, il a souligné que «l'existence de signes témoignant encore du passage de plusieurs sociétés dans la région, contribuant à la fortification et la consolidation de l'Histoire de l'humanité».

«Il est temps de conférer à la langue amazighe son authentique vocation académique, après avoir été promue constitutionnellement comme langue nationale, sur décision du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, et la consécration de la date du 12 janvier comme fête nationale», a soutenu l'intervenant.

«La décision portant création de l'Académie algérienne de la langue amazighe, favorablement accueillie par l'élite culturelle à Tamanrasset, est appelée à consolider, avec l'implication des différents acteurs, les efforts de développement de la recherche scientifique dans le cadre de la culture amazighe, en général», a ajouté M. Hamza Mohammed.

Pour ce dernier, il appartient à cette instance scientifique de tenir compte des spécificités de chaque région et de prendre en charge toutes les variantes de la langue amazighe, en veillant à l'accompagnement, l'encadrement et le développement de la ressource humaine chargée de cette mission scientifique, en plus de la valorisation



et de la préservation des acquis réalisés dans le processus de promotion de la langue et du patrimoine amazighs.

## L'enseignement de la langue amazighe en évolution

Concernant l'enseignement et l'apprentissage de la langue amazighe, M. Hamza a estimé, partant d'un constat sur le terrain, que l'enseignement de tamazight a connu une évolution au niveau des écoles de la wilaya de Tamanrasset. Ce développement se reflète par l'accroissement du corps enseignant de tamazight, passant de deux instituteurs il y a une dizaine d'années au niveau de deux établissements seulement à plus de 20 enseignants actuellement exerçant au niveau de 19 établissements primaires et moyens, pour un effectif de 4.000 apprenants. Pour ce spécialiste, des efforts seront déployés pour préserver cet acquis didactique, son développement dans le cadre des démarches du Comité national pour l'élaboration des méthodes didactiques, en vue, dit-il, de consolider l'identité nationale à travers la promotion de la culture nationale, dans sa diversité.

APS

## PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

# YENNAYER: Une fête de plus en plus fédératrice pour les Algériens

Les Algériens sont de plus en plus nombreux, ces dernières années, à s'approprier et à s'identifier à Yennayer, le nouvel an amazigh qui les fédère autour de festivités nationales à forte et multiple symbolique, d'autant qu'elle bénéficie désormais de la reconnaissance officielle.

«Les Algériens ont également leur réveillon. Ils ont Yennayer qu'ils fêtent chaque année». Que de fois n'a-t-on entendu cette assertion, si révélatrice du sentiment de fierté d'appartenance à une identité culturelle qui est propre au peuple algérien et qui, par ailleurs, partagée avec d'autres peuples par certains aspects, souligne Malika D, cadre dans une entreprise nationale.

Le fait est que ce rituel festif prend, depuis quelques années, des proportions plus importantes au sein de la société. Il me semble que les Algériens revendiquent et assument davantage Yennayer, ce qui rend cette fête plus visible depuis un certain temps», a-t-elle ajouté.

Même constat chez Fatima, mère de famille, issue d'un quartier populaire de la capitale, évoquant une célébration plus «prononcée» par les Algérois et qui «le sera certainement davantage à partir de cette année, étant donné que le 12 janvier est désormais journée chômée et payée», prédit-elle. Qu'il s'agisse de «Lâadjouza» pour l'Algérois, «El-Fetacha», «El-Mabdaâ» ou «Djenber» pour la Kabylie et les Aurès ou encore du Carnaval Ayraud des Beni-Snouss à Tlemcen, la célébration du 12 janvier obéit à la même symbolique: appréhender la nouvelle année sous les bons présages de profusion, partage, santé et bonheur. La célébration de cet héritage culturel et identitaire est quasiment assimilée à «une mode» par certains, arguant, par exemple, de la tendance observée ces dernières années et consistant en l'échange de messages de vœux, essentiellement via SMS, à cette occasion pour se souhaiter «Asseguas Amguass» entre proches et amis.

## Frëndises et ambiance joyeuse pour accueillir positivement l'année

S'il est évident qu'au fil des décennies, le rite a connu une évolution mais aussi des pertes, il est heureux de constater qu'un peu partout, Yennayer résiste encore: fruits secs, frëndises (Traz) en tous genres et pâtisseries gourmandes sont consommés après un repas traditionnel spécialement conçu à l'occasion, associant couscous, rechta et tchehtkoukha à de la viande blanche, de préférence. Le tout, continuant encore d'agrémenter les tables algériennes autour desquelles sont obligatoirement rassemblés

## KHENCHELA :

# Yennayer, une fête féminine par excellence

Le nouvel an Amazigh ou «Ikhouf ousegas», «Amenzou anninar» ou encore «Yennar», premier mois du calendrier amazigh, est célébré à Khenchela par de multiples rites et traditions transmises surtout par les grand-mères aurésiennes. Les manifestations de cette célébration ont certes pris beaucoup de recul sous les coups de l'urbanisation et de la modernisation mais certaines d'entre elles demeurent régulièrement reproduites par nombre d'arches de la wilaya de Khenchela. Le dîner spécial Yennayer coïncidant avec le 12 janvier désormais institué journée nationale chômée et payée par le président de la République Abdelaziz Bouteflika, restent toujours presque sacrosaints pour les familles khenchéliennes qui le désignent par «amensi anninar» qui signifie littéralement dîner de Yennar. Dans la localité d'Ouled Oussif dans la commune montagnaise de Chélia aux sites forestiers féériques, l'ambiance de Yennar est particulièrement perceptible chez les femmes qui entament les pré-



paratifs une journée ou deux à l'avance. «Elles faisaient le grand ménage en nettoyant les murs, en changeant les pierres du four de cuisson, en achetant de nouvelles marmites, tadjine et verres en terre cuite», se souvient Kamel Hanou, originaire de Bouhama, un cinquantenaire très intéressé par le patrimoine amazigh.

«Je me rappelle que je me déguisais moi-même en simulant «Lâadjouza» (la vieille) pour effrayer les petits avant de les récompenser par des frëndises. Chacun avait droit alors à sa petite bourse. De nos jours, ce rituel est plutôt rare, de même que d'autres démonstrations qui faisaient tant la joie des petits et des moins jeunes», déplore-t-il. «L'essence de Yennayer est préservée, car, celle-ci se trouve dans les entrailles humaines et non dans l'assiette, d'où la force de résistance d'un phénomène comme Yennayer malgré des situations sociales différentes», assure, de son côté, Gualléze Louisa, docteur en Philosophie et chercheur en anthropologie culturelle au centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).

## Préparation de Yennar ... une affaire de femmes

Les efforts des femmes aurésiennes dans la création de l'ambiance festive de Yennayer sont tels que les vieux de Khenchela surnomme cette fête de «fête des femmes».

Pour Chérifa, 76 ans originaire de la région d'Ouled Oussif, le dîner de Yennar et tous les rituels qui le précèdent, l'accompagnent et le suivent sont très spéciaux et les aînées sont attachées à les honorer et ont grandi en les perpétuant. La première tâche consiste à préparer à l'avance le couscous et l'aïch qui sera cuit avec du poulet ou, à défaut, avec du Khliâ (viande séchée), note cette sep-

tuagénair qui précise que la sauce doit aussi inclure les fèves sèches qui symbolise la solidarité et la robustesse de l'homme aurésien ainsi que certains légumes frais en augure d'une année agricole riche et abondante.

D'autres mets sont également préparés à l'occasion notamment R'fis, une pâtisserie traditionnelle à base de dattes molles, beurre de ferme et semoule en plus de «khouzbat Yennar» destinée aux très petits enfants d'à peine une année, souligne Mme Chérifa qui considère que le plus important de toutes ces traditions demeurent certainement la réunion de tous les membres de la famille autour de la même table dans une atmosphère baignant dans la convivialité.

«C'est cette moralité de la solidarité qui est perpétuée, de nos jours, entre autres, à travers le carnaval de Beni Snouss», note-elle, avant d'observer que Yennayer est également «un jour de bilan familial et économique». Au niveau institutionnel, le caractère national de Yennayer est mis en avant à travers le choix du programme des festivités tracé par le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) qui a opté pour la capitale de l'Ouest, Oran, pour marquer le début des célébrations, alors que la ville de Touggourt (Ouargla), dans le sud du pays, en abritera la clôture.

Le retour de Yennayer sur la scène nationale, porté depuis 2002 par la reconnaissance de la langue amazigh comme langue nationale puis son officialisation en 2016, a entraîné dans son sillage un regain d'intérêt de la part des médias qui consacrent désormais des espaces plus conséquents à tout ce qui a trait aux rituels liés à cet héritage séculaire. Pour beaucoup, cette «mise à l'honneur» de Yennayer n'est qu'un «juste retour» des choses à leurs sources.

Le retour de Yennayer sur la scène nationale, porté depuis 2002 par la reconnaissance de la langue amazigh comme langue nationale puis son officialisation en 2016, a entraîné dans son sillage un regain d'intérêt de la part des médias qui consacrent désormais des espaces plus conséquents à tout ce qui a trait aux rituels liés à cet héritage séculaire. Pour beaucoup, cette «mise à l'honneur» de Yennayer n'est qu'un «juste retour» des choses à leurs sources.

Le symbolique de yennayer est surtout liée à l'espoir en une année pleine de bienfaits et d'abondance, relève Ounissi qui assure que c'est ce renouveau que traduit la tradition de changer «Athafi ou Ingan» (pierres de cuisson) par d'autres nouvelles et l'habitude des femmes de placer sur le seuil des portes des maisons des herbes fraîches cueillies la veille dans la montagne.

## CÉLÉBRATION DU NOUVEL AN AMAZIGH:

# Un riche programme tracé par le ministère de l'Éducation nationale

Le ministère de l'Éducation nationale a tracé un riche programme pour la célébration du nouvel an amazigh (12 janvier) à travers des activités culturelles et artistiques consacrant «la fierté quant à ce patrimoine culturel, historique et civilisationnel de l'Algérie», indique mardi un communiqué du ministère.

Le secteur de l'éducation «contribue à la célébration de cette occasion par des activités culturelles et artistiques pour consacrer la fierté quant à ce patrimoine historique, culturel et civilisationnel de notre pays», a précisé le communiqué.

Cette manifestation vise à «promouvoir la dimension amazigh dans ses différentes composantes linguistique et culturelle et sa profondeur historique et anthropologique de manière à ancrer l'identité algérienne avec ses trois composantes (l'Islam, l'Arabité et l'Amazighité)».

Dans ce cadre, le ministère fait état d'un «riche programme à travers tous les établissements scolaires le jeudi 11 janvier 2018, s'articulant autour des aspects pédagogique, culturel et artistique», ajoute le communiqué. Le programme culturel comprend durant la matinée de jeudi «la présentation d'un cours sur les valeurs socioéconomiques de cette événement, tout en mettant en exergue la valeur de la terre dans le patrimoine historique amazigh».

Au plan culturel et artistique, des pièces théâtrales, des opéras et des chants seront présentés, outre des expositions de photos, de dessins, d'articles et de mets traditionnels dans l'objectif de faire connaître ce patrimoine historique à travers les us et coutumes de chaque région.

## BATNA : Des tableaux folkloriques joyeux marquent le lancement des festivités de Yennayer

Des tableaux folkloriques joyeux, créés par les troupes Rahaba et de fantasia ont marqué, mardi à Batna, le lancement des festivités de la célébration de yennayer, le nouvel an amazigh.

Le défilé en tenues traditionnelles authentiques au milieu de chants folkloriques sur musique de la «gasba», du «bendir» et les salves de baroud, a battu le pavé entre le siège de l'assemblée populaire communale (APC) jusqu'à la place du «1er mai» en face du théâtre régional, en présence d'un public nombreux. Pour le président de l'assemblée populaire communale (PAPC), Noureddine Melakhos, cette manifestation traduisant la richesse de la culture et du patrimoine de la région se poursuivra jusqu'à samedi, avec au menu, une exposition de bijoux, de poterie et des articles meublant la maison aurésienne traditionnelle ainsi que des conférences sur le patrimoine matériel et immatériel.

La célébration de yennayer 2968 donnera lieu à une fête de mariage traditionnelle chaoui avec tout son rituel vestimentaire, musical, les accessoires de l'ameublement traditionnel et les plats traditionnels, a indiqué Atika Bouakkaz, chargée de l'animation culturelle à l'APC.





## TENNIS / TOURNOI FUTURES À HAMMAMET (TABLEAU DOUBLE) : Nazim Makhoulf éliminé au premier tour

Le tennisman algérien Nazim Makhoulf et son équipier français Nino Portales ont été éliminés au premier tour du tableau double d'un tournoi professionnel à 15.000 USD, organisé du 8 au 14 janvier à Hammamet (Tunisie), après leur défaite par deux sets à zéro contre un tandem italo-allemand, composé de Walter Trusendi et Jeremy Jahn. La différence de niveau était apparente dans ce match, dans lequel l'Algérien et son équipier ont été assez facilement dominés (6-2, 6-2). En simple, Nazim Makhoulf a été dispensé du premier tour, mais il a eu la malchance de tomber sur la tête de série N1, dès le tour suivant et contre qui il n'a eu pratiquement aucune chance.

Il s'agit du Serbe Miljan Zikic, contre lequel il s'était incliné (6-2, 6-1).

## Aymen Ikhlef éliminé au 3<sup>e</sup> tour

Le tennisman algérien Aymen Ikhlef a été éliminé mardi au troisième et dernier tour qualificatif pour le tableau final d'un tournoi professionnel à 15.000 USD, organisé du 8 au 14 janvier à Hammamet (Tunisie) après sa défaite par deux sets à zéro contre l'Italien Mortiz Trocker. L'Algérien a bien démarré ce match, concédant le premier set au tie-break 7-6 (4), avant de s'effondrer complètement dans le deuxième, qu'il a perdu sur le score sans appel de 6-0. Ikhlef a atteint ce troisième tour en dominant le Danois Joen Moth-Poulsen (7-5, 6-2), puis le Tunisien Zakaria Benbrahim (6-1, 5-7, 6-1). L'Algérie a engagé un deuxième joueur dans cette compétition sur terre battue, en l'occurrence Nazim Makhoulf, qui s'est fait éliminer au deuxième tour par le Serbe Miljan Zikic. Makhoulf avait été dispensé du premier tour samedi, mais il a eu la malchance de tomber sur la tête de série N1, contre qui il n'a eu pratiquement aucune chance, comme en témoigne le score du match (6-2, 6-1).

## JUDO / CHAMPIONNAT NATIONAL INDIVIDUEL (SENIORS) : La compétition déplacée à Rouiba

Le Championnat national individuel seniors (messieurs et dames), prévu initialement du 11 au 13 janvier à la salle omnisports de Chéraga (Alger), a été déplacé à Rouiba (Alger), a annoncé lundi la Fédération algérienne de judo (FAJ) «Suite à l'indisponibilité de la salle omnisports de Chéraga pour travaux, le Championnat national individuel se déroulera à la salle omnisports de Rouiba», indique un communiqué de la FAJ publié sur la page Facebook officielle de l'instance fédérale.

Le Championnat national individuel seniors, qui selon la même source «se déroulera sous forme de combats éliminatoires de quatre minutes, avec un système de double repêchage».

La pesée officielle, prévue durant l'après-midi du 10 janvier, sera immédiatement suivie de la pesée officielle et du tirage au sort. La compétition débutera jeudi, avec les catégories de poids de moins de 90 kg, moins de 100 kg et plus de 100 kg chez les messieurs, ainsi que celles de moins de 70 kg, moins de 78 kg et plus de 78 kg pour les dames. Vendredi et samedi, ce sera au tour des catégories de poids restantes de faire leur entrée en lice dans cette compétition nationale, régie par un système de quotas régionaux. Chez les messieurs, les catégories de moins de 66 kg et moins de 81 kg seront les premières à concourir, puis ce sera au tour des moins de 60 kg et moins de 73 kg. Idem pour les dames, qui commenceront par concourir dans les catégories de moins de 52 kg et moins de 63 kg, puis dans celles de moins de 48 kg et moins de 57 kg, selon le programme de compétition, dévoilé par la FAJ.

# RALLYE «DAKAR SERIES» EN ALGÉRIE : Ould Ali ne veut pas prendre de décision «hâtive»

Des détails restent encore à discuter avec les autorités avant de donner le feu vert aux organisateurs du rallye Dakar qui ont formulé une demande officielle pour créer une course en Algérie, a indiqué le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali qui ne veut pas prendre de décision «hâtive».

«Pour l'instant, on ne peut pas se prononcer sur cette éventualité. Il y a encore des détails à discuter avec les autorités avant de prendre une décision finale dans ce registre», a déclaré M. Ould Ali à la presse, en marge de l'ouverture de la semaine du patrimoine amazigh, mardi soir à Oran.

Les organisateurs du rallye Dakar ont entrepris des démarches pour créer une course en Algérie, 25 ans après le départ du mythique rallye-raid depuis ce pays qui en fut longtemps une étape majeure.

Le groupe français Amaury sport organisation (ASO), dont une délégation est attendue en février à Alger selon le ministre, voudrait ainsi organiser en Algérie un «Dakar Series», sous la forme d'un rallye professionnel et amateur de six jours à partir de septembre 2018.

«Certes, l'Algérie dispose actuellement d'infrastructures adéquates pour l'organisation de grandes manifestations internationales, comme ça a été le cas dernièrement avec le rallye Challenge Sahari international, dont le coup d'envoi a été donné à Oran ou encore le Championnat du monde des moins de 21 ans en handball joué à Alger, mais je dois dire au sujet du rallye Dakar, qu'on préfère ne pas prendre une décision hâtive», a encore précisé le ministre. L'Algérie a été longtemps une étape majeure du Dakar : durant ses 10 premières éditions (1979-1988) le rallye s'intitulait le Paris-Alger-Dakar et la capitale algérienne était la porte d'entrée de la course sur le continent africain. Le rallye avait ensuite quitté l'Algérie. Il y est brièvement revenu, pour la dernière fois, lors de son édition



1993 pour plusieurs étapes dans le sud du pays. Le Dakar a définitivement quitté le continent africain depuis l'annulation de l'édition 2008 en raison de menaces terroristes le visant en Mauritanie, rappelle-t-on.

Mardi, le président de la Fé-

dération algérienne des sports mécaniques (FASM), Chihab Baloul, avait annoncé à l'APS qu'outre le rallye Dakar, Allemands et Italiens étaient intéressés par la tenue d'événements similaires dans le désert algérien dès l'année en cours.

## DOPAGE/JO-2014: 42 sportifs russes disqualifiés par le CIO ont saisi le TAS

Quarante-deux des 43 sportifs russes présents aux JO-2014 de Sochi et disqualifiés par la commission de discipline du CIO pour leur implication dans un programme de dopage institutionnalisé ont fait appel devant le Tribunal arbitral du sport, a annoncé mardi l'instance.

Au total, la commission de discipline présidée par le Suisse Denis Oswald, membre du CIO, avait ouvert 46 dossiers, sanctionné 43 sportifs et classé les trois autres.

Ces 43 sportifs sont disqualifiés et suspendus à vie des jeux Olympiques. Vingt-deux de ces sportifs russes avaient fait appel avant Noël, dont les plus grands noms des disciplines hivernales russes, notamment Alexander Legkov (champion olympique en ski de fond, sur 50 km) et Aleksandr Zubkov, véritable héros en Russie après son doublé en or (bob à 2 et bob à 4).

Zubkov, qui a pris depuis sa retraite sportive, occupe désormais le poste de président de la Fédération russe de bobsleigh. D'autres de ces sportifs sont également retraités

mais occupent des fonctions au sein de leur fédération, or leur suspension les empêche de se rendre sur des compétitions ou de participer à des événements officiels.

Mais d'autres de ces sportifs comptaient participer aux prochains JO d'hiver de Pyeongchang (9-25 février). Aussi, le TAS prévoit de rendre l'intégralité des décisions au plus tard le 31 janvier. Une «audition commune» des sportifs est prévue le 22 janvier.

Au total, la Russie, qui avait terminé en tête au classement des médailles lors des JO de Sochi, a perdu 13 de ses 33 médailles, et cédé la première place du tableau à la Norvège. Conséquence de ce système de dopage institutionnalisé mis en place de 2011 à 2015 et révélé par le rapport McLaren, le CIO a suspendu la Russie des prochains JO d'hiver de Pyeongchang (9-25 février) — une première dans l'histoire de l'instance suprême olympique — tout en proposant néanmoins aux sportifs russes «propres» d'y participer sous le drapeau olympique.

## INFRASTRUCTURES

### Les travaux de rénovation du stade de l'OPOW «Akid Lotfi» de Tlemcen finalisés

Les travaux de réhabilitation du stade de l'Office du parc omnisports de wilaya (OPOW) «Akid Lotfi» de Tlemcen ont été finalisés, a-t-on appris mardi du wali à l'issue d'une visite d'inspection de cette infrastructure.

Les travaux ont consisté en la pose d'une nouvelle pelouse en gazon artificiel de dernière génération, la réalisation d'une nouvelle piste d'athlétisme en gomme et d'un nouvel écran géant, outre la réhabilitation des vestiaires (joueurs et arbitres), la mise en place de nouveaux bancs, la peinture et le ravalement de tout le stade (intérieur et extérieur), a indiqué Ali Benyaïche à la presse.

Cette action, très attendue, a été réalisée à partir de reliquats d'opérations inscrites à l'intitulé de la direction de la jeunesse et des sports (DJS)

de la wilaya, a souligné le responsable de l'exécutif, faisant savoir que la tribune de presse bénéficiera de lignes téléphoniques et d'Internet Wifi qui seront installées par «Algérie Telecom».

Selon le DJS, Abed Bouraoui, un montage financier de 75 millions de dinars a été nécessaire pour mener à terme ces travaux. S'agissant de la nouvelle pelouse, le wali a expliqué que devant l'impossibilité d'entretenir techniquement le gazon naturel, il a été décidé la pose de cette pelouse artificielle de dernière génération sur une couche de souplesse qui amortit les gestes des joueurs, faisant savoir que le drain réalisé sur place a entièrement dégagé les eaux des dernières fortes pluies.

A cette occasion, le wali a visité les différentes structures

touchées par l'opération de réhabilitation, annonçant que la commission d'homologation des stades de la Ligue de football inspectera, jeudi, le stade de l'OPOW, avant le déroulement du premier match du WAT le 19 janvier courant contre l'ASO Chlef. Les joueurs du Widad, qui ont été renforcés par leurs anciens camarades Belatrèche Oussama (ex JS Saoura) et Hadji Abou El Kassim (ex CRB Ain Fekroun), ont effectué, mardi soir, leur premier entraînement sur la nouvelle pelouse.

Enfin, l'unité d'hébergement, de soins et de récupération, lancée en travaux au niveau de l'OPOW, sera réceptionnée dans les tout prochains jours, selon le DJS, qui a indiqué qu'elle offre près de 80 lits répartis sur 32 chambres.

APS

## VOLLEY-BALL / SUPER-DIVISION MESSIEURS : Le programme de la 11<sup>e</sup> journée

### Demain:

Poule A :

O El-Kseur - CS Sétif (16h00)

PO Chlef - RC M'sila (17h00)

NC Béjaïa - NRBB Arréridj (17h00)

ES Tadjanet-OMK EMilia (17h)

Classement :	Pts	J
1. NRBB Arréridj	30	10
2. NC Béjaïa	21	10
3. PO Chlef	20	10
4. OMK El-Milia	18	10
5. ES Tadjanet	15	10
6. RC M'sila	9	10
7. CS Sétif	7	10
8. O El-Kseur	0	10

### Poule B:

JSCO Adouane-N Zerrouak (17h00)

EFA Azel-MCB Laghouat (16h)

WA Tlemcen-GS Pétroliers (18h)

MB Béjaïa - ES Sétif (16h)

Classement :	Pts	J
1. GS Pétroliers	28	10
2. ES Sétif	25	10
3. WA Tlemcen	20	10
4. JSCO Adouane	18	10
5. N Zerrouak	10	10
6. MB Béjaïa	7	10
7. MCB Laghouat	6	10
--. EF Ain Azel	6	10

## VOLLEY-BALL / NATIONALE «UNE» (DAMES) :

### Le programme de la 5<sup>e</sup> journée

Poule A / Samedi :

WA Béjaïa - NR Chlef (14h00)

CRT Toudja - GS Pétroliers (14h00)

Exempte : ASW Béjaïa

Classement : Pts J

1. GS Pétroliers 83

2. NR Chlef 63

3. ASW Béjaïa 44

4. WA Béjaïa 33

--. CRT Toudja 33

Poule B / Vendredi :

RC Béjaïa - NC Béjaïa (16h00)

RU Ben-Aknoun - MB Béjaïa (11h00)

Exempt : Seddouk VB

Classement : Pts J

1. NC Béjaïa 8 3

2. RC Béjaïa 6 3

3. MB Béjaïa 5 3

--. Seddouk VB 5 4

5. RU Ben-Aknoun 0 3

## COUPE D'ALGÉRIE DE FOOTBALL (16ES DE FINALE) : 3 chocs entre pensionnaires de L1, Le tenant du trophée sur du velours

Les 16es de finale de la Coupe d'Algérie de football, prévus à partir de ce jour avec le match CRB Dar El Beïda-ES Besbes, seront marqués par trois affiches entre pensionnaires de Ligue 1, alors que le tenant du trophée, le CR Belouizdad, évoluera sur du velours face au CSSW Illizi.

USM Alger-CS Constantine, JS Saoura-ES Sétif et US Biskra-USM El Harrach seront suivis avec attention par les puristes de la balle ronde puisque trois clubs de l'élite vont quitter "Dame Coupe" à ce stade de la compétition. Même si les locaux partiront favoris en bénéficiant des avantages du terrain et du public, rien ne sera gagné d'avance dans ces trois affiches qui s'annoncent équilibrées et surtout incertaines.

Le tenant du trophée, le CR Belouizdad, qualifié pour ce tour aux dépens de l'ARB Ghriess (3-0), évoluera a priori sur du velours face au CSSW Illizi (Régionale 1/ Ligue de Ouargla). Le finaliste malheureux de la précédente



édition, l'ES Sétif, se déplacera à Béchar pour croiser le fer avec la JS Saoura, invaincue dans son antre du 20-août-1955 depuis janvier 2015. Le MC Alger, qui compte 8 trophées dans son palmarès, au même titre que l'ESS et l'USMA, effectuera un déplacement périlleux pour affronter l'Amel Boussaâda

(Ligue 2) dont l'entraîneur Noureddine Bounaâs a jeté l'éponge à l'issue de la défaite concédée vendredi en déplacement face à la JSM Skikda (1-0) dans le cadre de la 16e journée du championnat. Outre ABS-MCA, deux autres rencontres mettront aux prises des pensionnaires de Ligues 1 et 2 Mobilis. Il

s'agit de USM Blida - ASM Oran et DRB Tadjenanet - MC Saïda. L'actuel leader de la Ligue 2, l'AS Aïn M'lila, accueillera au stade du Khroub l'IB Lakhdaria (division nationale amateur). Les autres rencontres opposeront des équipes de différents paliers où le facteur surprise n'est pas à écarter.

## FOOTBALL/TRANSFERT : Le gardien de but Meziane (USM Blida) 2<sup>e</sup> recrue hivernale du MO Béjaïa

Le gardien de but de l'USM Blida Lyes Meziane est devenu la deuxième recrue hivernale du MO Béjaïa, en s'engageant pour 18 mois, a appris l'APS hier auprès du club pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis de football.

Lyes Meziane (30 ans) rejoint ainsi l'attaquant du NA Hussein-Dey Hicham Chérif qui s'est engagé également pour 18 mois avec les Crabes. Le MOB a réussi à lever l'interdiction de recrutement qui menaçait le club lors de l'actuel mercato d'hiver, en réglant sa situation financière envers ses joueurs.

La direction est à la recherche d'un nouvel entraîneur suite au départ, à l'amiable, de Mustapha Biskri, au lendemain de la défaite concédée vendredi



en déplacement face à l'ASM Oran (1-0) dans le cadre de la 16e journée du championnat.

Abdelkrim Bira devait prendre sa succession avant que les négociations ne butent sur la durée du contrat. Le technicien voulait un bail de 18 mois mais la direction a proposé un contrat jusqu'à la fin de la saison. Deuxième au classement avec 29 points, à trois longueurs du leader l'AS Aïn M'lila, le MO Béjaïa est en course pour arracher l'une des trois premières places, synonyme d'accession en Ligue 1 Mobilis. Le MOB sera en appel vendredi à Saïda pour affronter le MB Hassassna (14H30), en match comptant pour les 16es de finale de la Coupe d'Algérie.

## TLEMCEN: 77 arbitres de la wilaya participent à un stage de perfectionnement à Maghnia

Des arbitres directeurs et assistants de football de la wilaya de Tlemcen, au nombre de 77, ont participé dernièrement à un stage de perfectionnement, abrité pour la première fois par la ville frontalière de Maghnia, a-t-on appris mardi du nouveau président de la Ligue de football.

"Ces référés de différents niveaux (fédéral, inter-ligues, régional, wilaya et stagiaires) dont une femme ont suivi, deux jours durant (3 et 4 janvier), des cours théoriques au centre culturel communal, et pratiques au niveau du nouveau stade OMS de Maghnia, a indiqué Mustapha Lokhani, faisant savoir qu'ils ont été informés des dernières lois et règle-

ments de la FIFA.

Ce stage a été encadré par l'arbitre international Etchiali Abdelhak, badgé 2018 par la FIFA, aux côtés de Hadj Saâda de la ligue régionale d'Oran et d'anciens arbitres de la wilaya de Tlemcen, à savoir Sayah Abdelwahab (formateur à la ligue) et Boussouar Abdessamad (président de la commission d'arbitrage à la ligue), a-t-on ajouté, expliquant que l'objectif recherché était l'union de la famille de l'arbitrage pour lutter contre les maux qui rongent le football.

La ligue de football de la wilaya de Tlemcen compte, outre l'arbitre international Etchiali Abdelhak, trois arbitres fédéraux, neuf d'inter-

ligues, 32 de grade régional, 21 de wilaya et une vingtaine de stagiaires, en majorité des universitaires et des étudiants, a-t-on fait savoir. La même source a annoncé la

tenu, jeudi prochain à l'auberge des jeunes "Bekkar Ali" de Tlemcen, d'une rencontre d'évaluation de la phase aller du championnat de wilaya 2017/2018.

## LIGUE 1 PROFESSIONNELLE MOBILIS: Mansouri et Abdat s'engagent pour 18 mois au MC Oran

Le MC Oran a enregistré, mardi, l'arrivée officielle de Zakaria Mansouri et Fayçal Abdat pour porter à trois le nombre des recrues de ce club de Ligue 1 de football à l'occasion du mercato hivernal. Mansouri (21 ans) et Abdat (31 ans) ont signé, chacun, un contrat de 18 mois, a-t-on appris de la direction

de la formation phare de la capitale de l'Ouest algérien. Le premier évoluant comme milieu offensif et vient du MC Alger, alors que le second, ex-sociétaire de la JS Kabylie, est un défenseur central. Ces signatures interviennent 48 heures après l'arrivée de Youcef Chibane, l'attaquant de l'ES Sétif,

qui s'est engagé avec les "Hamraoua" pour six mois à titre de prêt. Une seule licence reste à exploiter par la direction du MCO, dont l'équipe occupe la 5e place au classement conjointement avec l'ESS, comptabilisant chacun 25 points, distancés de 7 unités par le leader, le CS Constantine.

## FOOTBALL/ TRANSFERT : Taider (FC Bologne) en route vers la Bundesliga



Le milieu international algérien du FC Bologne (Serie A italienne de football) Saphir Taider, sur le départ, devrait rejoindre dès ce mercato d'hiver un club allemand de la Bundesliga, rapportait hier la presse locale.

Le joueur algérien qui n'a pas trouvé un accord avec ses dirigeants pour une prolongation de contrat, est annoncé du côté de Stuttgart ou Francfort, au moment où son bail court encore jusqu'en 2019.

L'entourage de l'international algérien (25 ans) a également initié des échanges avec deux clubs turcs, Fenerbahçe et Istanbul Basaksehir, dans l'optique d'un possible transfert cet hiver, mais c'est plutôt en Allemagne que son avenir se dessine.

Le joueur qui a fait l'essentiel de sa carrière en Italie, avait connu une mauvaise expérience en Angleterre en 2014 quand il s'était engagé avec Southampton avant de le quitter en pleine intersaison pour rejoindre Sassuolo (Italie). Il n'avait pas été retenu pour les deux derniers matchs de l'équipe nationale, face au Nigeria, gagné sur tapis vert (3-0), en clôture des qualifications de la Coupe du monde 2018 et en amical face à la Centrafrique (3-0).

## CHAN-2018 : Le président de la FAF au Maroc pour le début du tournoi

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, s'est envolé mardi pour le Maroc où il assistera au coup d'envoi du Championnat d'Afrique des nations (CHAN-2018), compétition réservée aux joueurs locaux, a indiqué l'instance fédérale. Zetchi est membre du Comité d'organisation du CHAN-2018, qui s'étalera du 13 janvier au 4 février dans quatre villes marocaines : Casablanca, Rabat, Tanger et Agadir. Seize (16) sélections africaines scindées en quatre groupes de quatre équipes prendront part à cette compétition dont les deux premiers de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale.

La sélection algérienne A' manquera le rendez-vous marocain après avoir été éliminée par son homologue libyenne (1-2, 1-1).

## FOOTBALL / MALI: Mise en place d'un Comité de normalisation cette semaine

Un Comité de normalisation pour la fédération malienne de football va être mis en place cette semaine, rapportaient hier des sites maliens d'information, annonçant la présence à Bamako d'émissaires de la FIFA/CAF pour entamer une série de rencontres avec les dirigeants sportifs du pays.

Le Comité de normalisation sera chargé de gérer les affaires courantes de la FEMAFOOT, de réviser ses statuts, d'identifier les délégués légitimes à son assemblée générale, en vue d'organiser et de superviser les élections de son nouveau comité exécutif d'ici au 30 avril 2018, a ajouté la même source.

Composé du directeur FIFA des Associations membres et du Développement Afrique-Caraïbes, Verone Mosengo-Omba, du responsable des Associations membres des pays francophones, Segbé Pritchett et de Jacques Anouma, la mission conjointe FIFA/CAF, rencontrera les protagonistes de la crise du football malien.

La récente crise au Mali est née de la tension au cours de l'assemblée générale élective d'octobre dernier qui avait vu l'élection de Mamoutou Touré au détriment de Salah Baby. Une élection qui n'avait été pas reconnue par le ministre Housseyni Amion Guindo et le candidat Salah Baby.

Et c'est le candidat Salah Baby qui avait saisi la FIFA pour dénoncer des irrégularités dans le déroulement du scrutin. Depuis plusieurs années, le football malien connaît une crise dont la source se trouve dans le conflit entre la FEMAFOOT (sous la présidence de Boubacar Baba Diarra) et le collectif des clubs et des ligues majoritaires.

Ces tensions avaient notamment abouti à la suspension de la FEMAFOOT par la FIFA en mars 2017 pour ingérence politique constatée. A cette période, un comité de normalisation avait été mis en place pour organiser l'élection du 10 octobre 2017. Mais rien n'y fit, malgré l'immixtion de la FIFA, qui n'a pas réussi à apaiser les choses.

## LIGUE 2 FRANÇAISE DE FOOTBALL : Mesloub résilie son contrat avec le FC Lorient



Le milieu international algérien Walid Mesloub a résilié son contrat d'un "commun accord" avec le FC Lorient, a annoncé hier le club de Ligue 2 française de football sur son compte Twitter.

"Walid Mesloub quitte les Merlus. Le club tient à le remercier pour son professionnalisme et lui souhaite bon courage pour la suite de sa carrière", écrit le club, dirigé par l'ancien gardien de but international français Mickael Landreau.

Le joueur algérien âgé de 32 ans avait rejoint le club breton en juin 2014 pour un contrat de trois ans en provenance du Havre AC (Ligue 2/France). Passé par Versailles, Levallois et Istres, Mesloub compte 7 sélections avec l'équipe nationale, dont six cumulées sous l'ère de l'ancien sélectionneur Christian Gourcuff.

## CAN-2019: Une délégation de la CAF demain au Cameroun

La Fédération camerounaise de football (Fecafoot) a indiqué, que la visite d'inspection de la commission de suivi des préparatifs de la Confédération africaine de football (CAF) pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2019), débutera demain 12 janvier sur les différents sites retenus par le Cameroun pour cette compétition.

Initialement, le cabinet d'audit PriceWaterhouseCoopers devait effectuer cette mission, mais il s'était désisté en août dernier, et c'est celui de Roland Berger qui va finalement le remplacer et inspecter le pays-hôte.

Selon le calendrier établi par la Fecafoot, la visite de travail qui prendra fin le 23 janvier, emmènera les membres de la délégation de la CAF aux différentes infrastructures retenues pour la CAN-2019 et implantées dans les cinq villes camerounaises (Yaoundé, Garoua, Bafoussam, Douala et Limbe ou Buea). Après cette mission d'inspection, la première depuis l'attribution de l'organisation de la CAN-2019 au Cameroun, les



membres de la délégation de la CAF élaborant un rapport d'évaluation des infrastructures sportives, hospitalières et autres, visitées et inscrire des recommandations, en prévision de la seconde visite qui sera arrêtée ultérieurement.

La Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2019) est prévue entre les mois de juin et juillet et regroupera, pour la première fois, vingt quatre (24) sélections.

La presse camerounaise a rapporté, hier, que depuis l'annonce de la première

mission d'inspection de la CAF, le gouvernement a mis les petits plats dans les grands pour convaincre ses hôtes que le pays quintuple champion d'Afrique est en mesure d'organiser la compétition du football la plus regardée sur le continent.

## ÉQUIPE NATIONALE DES MOINS DE 21 ANS (U-21) : Charef retient 26 joueurs pour le double test amical face à la Tunisie

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 21 ans (U-21) Boualem Charef a fait appel à 26 joueurs en vue de la double confrontation amicale face à la Tunisie, le 15 janvier au Centre technique national de Sidi Moussa (15h30) et le 17 janvier au stade Omar-Hamadi (16h00), a annoncé hier la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. En vue de ces deux rendez-vous préparatoires, la sélection des U-21 sera en regroupement à partir du samedi 13 janvier à Sidi Moussa. "Notre principal objectif est de former une équipe forte, en mettant le rendement individuel des joueurs au profit du collectif", avait déclaré Charef dans une déclaration accordée au site officiel de la FAF. L'ancien entraîneur de l'USM El-Harrach occupe également le poste de directeur des équipes nationales (DEN).

### Liste des joueurs convoqués :

Abdelmoumene Sifour, Abdeldjalil Semmane, Billel Benhamouada, Mohamed Redha Boumechra (USM Alger), Ahmed Boutagga, Oussama Gatal (USM Blida), Aymen Bouguerra, Youcef Douar (Paradou AC), Naouef Khacef, Laïd Oquadji (Na Hussein-Dey), Imad-Eddine Azzi (MC Alger), Bilal Tizi Bouali (JS Kabylie), Mourad Haddad, Aymen Mahios (CA Batna), Kamel Belarbi (USM El Harrach), Mohamed Alla-Eddine Belarbi (ASM Oran), Hadj Habib Saïd Fellahi (ASO Chlef), Boumedienne Frifer (MC Oran), Youcef Bechou (CR Belouizded), Ibrahim Farhi (US Biskra), Abdennour Belberka, Alaa-eddine Zoubiri (CRAS Ouargla), Sayeh Achref Khaled, Mouatez Billel Arrar (CRBT Ouargla), Abdelbari Aissani (ASM Ouargla), Oussama Aggar (MO Béjaïa).

## CHAN-2018 : La CAF désigne 3 ambassadeurs pour le tournoi

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné mardi, Nouredine Naybet (Maroc), Robert Kidiaba (RD Cong) et Adel Chedli (Tunisie), comme ambassadeurs du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN-2018), une compétition réservée aux joueurs évoluant dans les championnats locaux.

Ces anciens internationaux ont effectué une grande partie de leur carrière sur le continent africain, ajoute la même source. Nouredine Naybet, ancien joueur de la Corogne (Espagne), a été l'un des capitaines



émblématiques du Maroc. Il a notamment porté les couleurs de Wydad Athletic Club, remportant la Ligue des champions en 1992, avant d'aller en

Europe.

De son côté, le Congolais Robert Kidiaba aura fait toute sa carrière dans son club de cœur, le Tout Puissant Mazembe. Vainqueur du CHAN en 2009, il a également plusieurs trophées avec les Corbeaux qu'avec les Léopards. Le troisième ambassadeur est Adel Chedli. Lui est entré dans l'histoire du football africain en devenant le seul et unique joueur à remporter aussi bien le CHAN (2011) et la CAN (2004) avec la Tunisie. La 5<sup>e</sup> édition du CHAN débutera le 13 janvier au Maroc pour prendre fin, le 4 février prochain.

## FOOTBALL : Vers un nouveau report du début du championnat camerounais

Le coup d'envoi des championnats professionnels de football "Elite One" et "Elite Two" camerounais 2017-2018, pourrait connaître un nouveau report pour des raisons administratives et budgétaires, rapportait hier la presse locale, citant une source à la Ligue professionnelle (LFPC). "Le démarrage de la saison, initialement programmé pour le 20 janvier, est menacé par de réelles difficultés qui concourent malheureusement vers un autre report", a écrit le site Cameroun.net, citant des sources proches du Comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football (FEMAFOOT). Les deux principales raisons qui pourraient être à l'origine de ce nouveau report, selon la même source, sont "d'ordre administratif, car plus d'un mois après que la LFPC ait formé les clubs au nouveau système d'enregistrement en ligne dénommé

FIFA Connect, jusqu'à ce jour, les licences ne sont pas encore disponibles". Dans ces conditions, pour éviter à la LFPC de connaître des litiges liés à la double identité des joueurs, tout est indiqué pour le report du championnat, a estimé le site, ajoutant que l'autre raison du probable report, serait liée à la subvention de l'Etat et sans cette aide les clubs ne peuvent pas prendre part à la compétition.

La répartition prévoit une enveloppe de 23 millions de francs CFA (655 CFA= 1Euro) pour chaque club de première division, et 10 millions de francs CFA pour chaque club de deuxième division. Initialement prévu le 3 décembre 2017, le lancement de la nouvelle saison sportive pour des raisons organisationnelles, avait été repoussé au 20 janvier 2018.

# Icardi au PSG ?

Selon Sky Sport Italia, le buteur de l'Inter Milan n'est pas sur un départ cet hiver mais pourrait bien quitter l'Italie dès cet été. Il est pisté par de nombreux grands clubs européens : Bayern Munich, Real Madrid, Arsenal et notamment le PSG qui voudrait bien le compter dans ses rangs. Le prix du transfert est estimé à 110 millions d'euros, somme de sa clause libératoire.



# Harry Kane pose ses conditions pour rester à Tottenham

Le Real Madrid demeure toujours très intéressé par la venue de l'attaquant vedette de la Premier League. En effet, Florentino Perez chercherait un remplaçant à Karim Benzema qui est loin de connaître la même réussite que les saisons précédentes. Et, la casa blanca serait prête à tous les sacrifices pour faire signer le capitaine des Three Lions. En revanche, le principal intéressé à laisser entendre qu'il se voyait rester à Tottenham, si le club continuait sa progression. Que doit faire Tottenham pour me retenir ? Continuer à progresser, à s'améliorer et commencer à gagner des titres. C'est ça l'objectif. Tant que le club continue comme ça, je suis heureux ici" a déclaré l'attaquant de 24 ans. Des propos qui ne plaident certainement pas en faveur d'un départ pour ce joueur qui reste très attaché à son club dans tous les sens du terme. En effet, il éprouve un amour inconditionnel pour les Spurs. De plus, il est lié au club londonien jusqu'en 2022. Il faudra plus qu'une simple sur-enchère pour déloger le meilleur buteur de l'année 2017.

# AGÜERO SAUVE MAN CITY

Manchester City a difficilement battu Bristol City (2-1), une équipe de deuxième division, mardi lors de sa demi-finale aller de Coupe de la Ligue, ne s'en sortant qu'en toute fin de match grâce à Sergio Agüero.

Les Citizens, meneurs impériaux de la Premier League, ont peiné contre les modestes Robins, mais ont tout de même réussi à mettre un pied en finale grâce à la tête d'Agüero dans le temps additionnel (90+2). Certes, Pep Guardiola n'avait pas aligné sa meilleure équipe, mais son XI de départ avait tout de même du pedigree, montrant que l'entraîneur se méfiait d'un Bristol City capables de faire chuter quatre équipes de Premier League, dont Manchester United, pour en arriver à ce stade de la compétition. Si le Catalan avait choisi de se passer d'une pointe, il avait choisi de placer Sané et Bernardo Silva sur les ailes, avec son homme en forme Sterling en pointe. Derrière, il comptait sur les Gundogan, Stones, De Bruyne, Mangala et Touré, se permettant tout de même de faire un peu tourner alors que son club est toujours en lice dans les quatre compétitions dans lesquelles il est engagé (championnat, FA Cup, C1 et Coupe de la Ligue). Dominateurs mais sans vraiment de mordant, les Citizens se faisaient piéger après une mauvaise relance de Mangala. Stones fauchait Reid dans la surface et obtenait un penalty incontesté. Reid se faisait justice lui-même (43) pour faire exploser les près de 8.000 supporters des Robins qui avaient fait le déplacement à l'Etihad Stadium.

Sterling manquait d'égaliser juste avant la pause, mais son lob était dévié de la tête en corner par le géant défenseur Flint.

Ce n'était que partie remise. De Bruyne, lancé par Claudio Bravo, partait de sa moitié de terrain et s'appuyait sur Sterling dans la surface, pour envoyer une frappe de mule parfaitement placée (55).

Puis sentant le piège au match retour à Bristol le 23 janvier, Guardiola lançait Agüero dans la partie. Et ça finissait par payer, transparent pendant 20 minutes, l'Argentin glissait un tête parfaite pour terrasser des Robins dépités, qui croyaient pourtant tellement à leur exploit.



# Liverpool : un ancien dirigeant veut Verratti

Philippe Coutinho parti au FC Barcelone, Liverpool recherche un élément pour renforcer son milieu de terrain. L'ancien directeur général du club anglais, Christian Purslow, a une petite idée sur l'identité du joueur à recruter dans ce secteur. "Allez acheter Marco Verratti du PSG !", a lancé le Britannique au micro de Sky Sports. Malheureusement pour Purslow, il n'y a aucune chance pour que le Paris Saint-Germain cède l'Italien dans un avenir proche.

# Giroud en Turquie, c'est non !

Lié jusqu'en juin 2019 avec Arsenal et susceptible de changer d'air cet hiver, Olivier Giroud ne rejoindra pas le championnat turc. Interrogé par Le Figaro, son agent Michael Manuella a démenti un départ en Süper Lig, précisant également que l'avant-centre tricolore n'était pas plus emballé par un transfert en Chine. "Cela ne l'intéresse pas. La Chine non plus. Partir pour gagner plus d'argent n'est pas ce qui prime dans son état d'esprit." D'ailleurs, un départ de Londres ne semble pas d'actualité : "Il écoute, regarde et après il verra. Partir pour partir n'a aucune utilité. Il faut que ce soit cohérent et que cela lui apporte quelque chose de plus. Il aura du temps de jeu à Arsenal, la deuxième partie de saison est importante, avec des compétitions à jouer, même s'il ne fait que la Ligue Europa."

## ALGÉRIE - GRANDE BRETAGNE

### L'Algérie et la Grande Bretagne pour la poursuite du renforcement de la coopération dans le secteur de l'Education



L'Algérie et la Grande Bretagne ont exprimé leur volonté à poursuivre le renforcement de leur coopération bilatérale dans le secteur de l'Education ainsi que la mise en exécution des projets inscrits dans le cadre du programme exécutif signé le 13 novembre dernier, indique un communiqué du ministère de l'Education.

Lors d'un entretien entre la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat et l'ambassadeur britannique en Algérie, Barry Robert Lowen, au siège du ministère, les deux parties ont passé en revue "la coopération entre les deux pays à travers les activités et projets en cours d'exécution", exprimant leur volonté et détermination à poursuivre "le renforcement de la coopération bilatérale et la mise à exécution des projets inscrits dans le cadre du programme exécutif signé le 13 novembre 2017", dont l'objectif est le développement de l'enseignement de l'anglais et la formations des enseignants durant les trois prochaines années.

## ALGÉRIE - UA

### UA: M. Raouya à Kigali pour la réunion du Comité des 10 ministres des Finances



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, se rendra aujourd'hui à Kigali (Rwanda) pour prendre part à la réunion du Comité des dix ministres des Finances de l'Union Africaine (F10) dont l'Algérie est membre, a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué.

Cette réunion, qui se tiendra samedi prochain, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), adoptée lors du Sommet tenu à Kigali en juillet 2016 relative aux nouveaux mécanismes de financement du budget de l'UA, précise la même source.

Les membres de ce Comité procéderont au cours de la réunion de F10 à l'examen et à l'adoption des mesures opérationnelles à mettre en place par les pays membres de l'UA pour assurer à cette institution continentale l'autonomie de financement, explique le communiqué.

## ALGÉRIE - PALESTINE - CORÉE DU NORD

### La coopération économique au centre d'entretiens entre Benmeradi et les ambassadeurs de Palestine et de Corée du Nord

Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a eu mardi à Alger, lors de deux audiences distinctes, des entretiens avec l'ambassadeur de l'Etat de Palestine, Aissa Louai et avec l'ambassadeur de la Corée du Nord, Choe Hyok Chol, ayant porté sur plusieurs questions économiques d'intérêt commun, a indiqué un communiqué du ministère.

M. Benmeradi a mis en exergue lors des deux rencontres les "relations historiques" entre l'Algérie et la Palestine, d'une part et l'Algérie et la Corée du Nord, d'autre part, exprimant la disposition de son département à accueillir tout projet ou proposition émanant de part ou d'autre, a précisé le communiqué.

Le ministre a relevé l'importance du secteur du commerce qui contribue à relever les défis imposés par la conjoncture mondiale, mettant en exergue l'expérience de l'Algérie et les mécanismes mis



en place par le gouvernement pour garantir la protection de la production nationale, ajoute-t-on de même source.

Pour leur part, les ambassadeurs de la Palestine et de la Corée du Nord ont exprimé leur disposition à coopérer avec les représentants du secteur du commerce en Algérie dans le cadre de rencontres bilatérales pour renforcer les relations, examiner les moyens de réalisation de projets d'investissement et procéder à des échanges commerciaux à l'avenir, conclut le communiqué.

## ALGÉRIE - UA - AFRIPOL

### Hamel: Promouvoir la coopération policière pour la réussite du processus de paix et du développement en Afrique

Le directeur général de la Sûreté nationale et président du mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), le général major Abdelghani Hamel a appelé mardi à Addis Abeba (Ethiopie) à "la promotion de la coopération entre les institutions policières africaines et internationales et au renforcement des capacités opérationnelles des instances chargées de l'application de la loi pour mener à bien le processus de paix et de développement en Afrique".

Intervenant aux travaux de la 13<sup>e</sup> réunion ordinaire des chefs de police africains, qui se tient au siège de la commission de l'Union Africaine (UA), le général major Hamel a indiqué qu'Afripol "est une base solide pour mener à bien le processus de paix et de développement durable en Afrique et dont l'objectif est l'élaboration de stratégies de lutte contre le crime, sous toutes ses formes (terrorisme, crime transnational), la violence et l'extrémisme, à travers la promotion de la coopération entre les polices africaines et internationales et la consolidation des capacités opérationnelles des instances chargées de l'application de la loi, au moment où se posent au Continent différents défis et menaces sécuritaires.

Le président d'Afripol a mis l'accent sur "la nécessité de renforcer le lien



entre les différentes initiatives et mécanismes de la sécurité globale, rappelant les résultats positifs réalisés en septembre 2017, à travers sa participation aux travaux de la 19<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale annuelle des chefs de police des pays de l'Afrique de l'est tenue dans la capitale Ougandaise Kampala, ayant permis d'asseoir les bases d'une coopération efficiente entre les différentes institutions de police africaines".

Afripol "a pris en considération l'institution de l'année 2018 par la commission de l'UA année africaine de lutte contre la corruption sous le slogan "gagner la bataille contre la corruption", a précisé M.

Hamel, affirmant qu'Afripol "accorde une importance extrême à ce type de crimes, à travers l'intensification de ses cycles de formation et de ses aides tech-

niques au profit des éléments des polices africaines, en vue de leur permettre de faire face à ce fléau", a-t-il dit.

Afripol "a fixé parmi ses priorités le plan d'action 2017-2019 de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, en œuvrant à l'unification des données relatives aux risques et menaces, à la création d'une base d'échange de données et de contacts entre les institutions policières africaines relevant d'Africom et la création de bureaux de contacts d'Afripol", a-t-il expliqué.

Le plan d'action vise également au "développement des capacités des polices en vue de relever les points faibles et les lacunes, tout en se focalisant sur la consolidation des ressources humaines, en coordination avec les centres d'excellence de mise à niveau nationaux et internationaux".

A l'issue de son intervention, M. Hamel a réaffirmé "la volonté et l'engagement d'Afripol à œuvrer de concert avec les institutions policières africaines et les organes concernés de l'UA, à travers la consolidation des bases de la coopération internationale, la coordination des efforts et l'action commune avec les institutions policières régionales et internationales, dans le respect des valeurs et des principes, pour une gestion sécuritaire efficiente et un monde plus sûr".

## M. Hamel s'entretient avec le Commissaire général de la police fédérale éthiopienne

Le directeur général de la Sûreté nationale et président du Mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), le général-major Abdelghani Hamel s'est entretenu, mardi à Addis Ababa, avec le commissaire général de la police fédérale éthiopienne, Assefa Shirango Biyou.

L'entretien qui a eu lieu au siège de la Commission de l'Union africaine (UA) s'est déroulé en marge travaux de la 13<sup>e</sup> réunion ordinaire des chefs d'Etats major et des chefs de services de sûreté et de sécurité de police africains à Addis Ababa auxquels a pris part M. Hamel", note un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Les deux parties ont évoqué, indique la même source, "les voies de renforcer la coopération entre les polices des pays africains dans le cadre d'Afripol à travers l'activation des mécanismes d'application

des lois pour faire face à toute forme d'atteinte à la sécurité des sociétés africaines et ce, à travers le soutien de la formation de la ressource humaine des forces de la police africaine ainsi que l'appui logistique moderne et sophistiqué devant leur permettre d'accomplir pleinement les missions dans des conditions favorables" "L'objectif essentiel de la mise en œuvre du programme d'Afripol consiste en la mise en place de solides fondements dans les domaines de coopération entre les polices africaines, notamment en hissant leur niveau de performance et en les dotant de moyens modernes pour leur permettre de faire face aux défis et instaurer la paix et la sécurité au sein des sociétés africaines à travers l'échanges d'expériences et d'expertises entre les organes de polices en Afrique et l'activation de coopération entre les instances sécu-

ritaires régionales et internationales", a soutenu le général major.

Pour sa part, M. Biyou a salué "les efforts considérables déployés par l'Algérie et le général major Hamel, à la tête du mécanisme d'Afripol, grâce à sa clairvoyance et son expérience en matière de sécurité mais aussi ses efforts consentis dans les fora régionaux et internationaux pour faire connaître Afripol et lui apporter le soutien".

Il a salué également "le professionnalisme de la police algérienne qui jouit d'une grande expérience dans le domaine de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes", indiquant que l'Afripol "est devenu un maillon fort dans le renforcement de la coopération policière entre les organes d'application des lois africaines".